

RAPPORT D'ACTIVITÉ

Année 2018

Centre de droit international de Nanterre (CEDIN)

EA 382

Université Paris Nanterre – UFR Droit et science politique
Bâtiment Simone-Veil – salles 136 et 139
200, avenue de la République
92001 Nanterre Cedex 01
cedin@liste.parisnanterre.fr
<https://cedin.parisnanterre.fr>

Le CEDIN (Centre de droit international de Nanterre) de l'Université Paris Nanterre, dirigé depuis 2016 par le Professeur Franck LATTY et M. François de BÉRARD est un centre de recherche ouvert aux enseignants-chercheurs, aux étudiants avancés et à toutes les personnes intéressées par le **droit international public, privé et européen**.

Reconnu comme « Equipe d'accueil » (EA 382) par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche, le CEDIN constitue le laboratoire d'accueil du Master 2 Droits des relations internationales et de l'Union européenne, sous la responsabilité du Professeur Jean-Marc THOUVENIN et de M^{me} Anne-Laure CHAUMETTE, du Master 2 Contentieux international et européen sous la responsabilité du Professeur François-Xavier TRAIN, et du Master 2 Droit du commerce international sous la responsabilité de M. Régis CHEMAIN.

Depuis sa création en 1981, le CEDIN a été successivement dirigé par les Professeurs Brigitte STERN, Alain PELLET, Patrick DAILLIER, Jean-Marc THOUVENIN puis Franck LATTY. Les professeurs Serge SUR, Emmanuel DECAUX et Mathias AUDIT en ont également été les codirecteurs. Le CEDIN s'est fixé quatre objectifs fondamentaux :

- **contribuer à la recherche** et à la réflexion en droit international, public et privé, et européen, en relation constante avec la pratique juridique et l'actualité internationale, notamment par l'organisation de journées d'étude et de colloques internationaux ;
- **favoriser la formation à la recherche** des étudiants inscrits à l'Université Paris Nanterre dès la licence (encadrement des étudiants participant à des concours de plaidoiries), et des doctorants par leur participation directe à la vie du CEDIN aux côtés des enseignants en droit international et la mise à leur disposition d'un centre de documentation et de banques de données juridiques ;
- **constituer un lieu de rencontre** largement ouvert à la coopération internationale avec des enseignants et praticiens étrangers, à travers la mise en place de programmes conjoints de recherche, la participation à des réseaux internationaux ;
- **diriger ou concourir à la rédaction d'ouvrages de référence**, de recueils de documents et de commentaires collectifs et d'autres travaux de recherche offrant ainsi une série d'instruments de travail indispensables à la communauté des chercheurs, tout comme aux praticiens. Le CEDIN travaille ainsi en permanence à la rédaction de différents travaux.

SOMMAIRE

MEMBRES DU CEDIN	p. 5
VIE DU CEDIN	p. 13
MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES	p. 19
PROGRAMMES DE RECHERCHE	p. 27
COOPÉRATION AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES	p. 35
PUBLICATIONS DU CEDIN	p. 39
PUBLICATIONS INDIVIDUELLES	p. 43
LE CEDIN DANS LES MEDIAS	p. 53
VALORISATION DES DIPLÔMES	p. 55
PROJETS POUR 2019	p. 59
ANNEXES	p. 63

MEMBRES DU CEDIN



Photographie de l'équipe du CEDIN (janvier 2019)

• COMPOSITION DU CEDIN

✓ Nouveaux doctorants

Au cours de l'année 2018, le Centre a accueilli les **nouveaux doctorants** suivants :

- **François ANDIA**, thèse sur « La compétence consensuelle des juridictions internationales » (dir. J.-M. THOUVENIN). François Andia a obtenu un financement par convention industrielle de formation par la recherche (CIFRE)

- **Ségolène COUTURIER**, thèse sur « L'étude d'impact sur l'environnement en droit international » co-tutelle avec l'Université de Genève (co-dir. P. BODEAU-LIVINEC et M. MBENGUE)
- **Riccardo DI MARCO**, thèse portant sur « L'interprétation du droit coutumier », co-tutelle avec l'Université de Rome Tor Vergata (co-dir. : A. GIANELLI et J.-M. THOUVENIN)
- **Marion ESNAULT**, thèse sur « La participation aux procédures des juridictions internationales » (dir. P. BODEAU-LIVINEC). Marion Esnault a obtenu un contrat doctoral
- **Boulbaba FARROUKH**, thèse portant sur la compétence de l'UE en matière d'investissement et son impact sur les accords des Etats membres, cotutelle avec l'Université de Tunis (co-dir. N. KRIDIS et F. LATTY)
- **Koffi Arnaud KPLA**, thèse portant sur « Le concept de 'groupes armés organisés' en droit international », (dir. A.-L. Chaumette)
- **Marthe RICHE**, thèse portant sur « La complicité pour crimes internationaux », cotutelle avec l'Université de Lille (co-dir. : I. PANOUSSIS et A.-L. CHAUMETTE)

✓ Membres associés

La qualité de membre associé a été accordée en 2018 aux personnes suivantes :

- **Giulio BARTOLINI**, professeur à l'Université Rome 3
- **Aude BREJON**, doctorante à l'Université Panthéon-Assas, ATER à l'Université Paris 8, thèse : « Etude comparative des procureurs près les juridictions pénales internationales »
- **Alexandre HERMET**, doctorant à l'Université Paris 2, ancien ATER à Nanterre, thèse : « La convergence des pratiques conventionnelles internationales – Etude du rôle des traités dans la formation de la coutume »
- **Jean-Louis ITEN**, professeur à l'Université Paris 8, directeur du laboratoire Forces du droit
- **Isabela LACRETA**, doctorante à l'Université de São Paulo, thèse sur l'arbitrage sous la dir. des Prof. Alberto CARMONA et Claire DEBOURG (associée au CEDIN)
- **Mamadou MEITE**, docteur du CEDIN, assistant à l'Université d'Abidjan
- **Laurent SERMET**, professeur à l'IEP Aix-en-Provence

✓ Soutenances

Trois soutenances de thèse ont eu lieu en 2018 :

- **Andrés BAUTISTA HERNAEZ**, thèse sur « Les catastrophes dans le domaine du droit international et leur régime juridique » (dir. en cotutelle : J.-M. THOUVENIN, M. I. TORRES CAZORIA), 5 octobre 2018
- **Léonor JANDAR**, thèse sur « La relation entre l'arbitre et les parties. Critique du contrat d'arbitre » (dir. F.-X. TRAIN), 5 novembre 2018
- **Marie DUCLAUX DE L'ESTOILLE** (doctorante associée au CEDIN), thèse sur « Les stratégies juridiques en vue de l'abolition universelle de la peine de mort » (dir. F. LATTY), Université Paris 13, 30 novembre 2018

✓ Qualifications

En 2018, le CNU a qualifié les membres du CEDIN suivants :

- MCF 01 : **Ghislain MABANGA**, thèse sur « Le témoin assisté devant la Cour pénale internationale : contribution à l'évolution du droit international pénal » (dir. M. Eudes)
- MCF 02 : **Caroline BRETON**, thèse sur « Le dommage dans l'arbitrage d'investissement » (dir. J.-M. Thouvenin)
- PR-art. 46.1 : **Anne-Laure CHAUMETTE**

✓ Accueil de chercheurs en situation d'urgence (programme PAUSE)

Ali ALHAMDAN, réfugié syrien, lauréat du programme PAUSE (qui permet d'accueillir des personnes en situation d'urgence, en particulier des réfugiés, et de leur donner la possibilité d'exercer leur activité d'enseignant-chercheur) a effectué un séjour de six mois au sein du CEDIN. Ce séjour ayant largement coïncidé avec le blocage de l'Université, son intégration aux activités du CEDIN a été malheureusement limitée.

Une nouvelle candidature a été montée avec le soutien de l'UFR et de la direction de la recherche, en faveur d'**Aimé-Parfait NIYONKURU**, chercheur burundais en exil. La réponse du Collège de France (qui cofinance avec l'UFR l'accueil du chercheur) ayant été positive, Aimé-Parfait Niyonkuru devrait rejoindre le CEDIN pendant six mois à partir de septembre/octobre 2019.

✓ Visiteurs

Le CEDIN a reçu le 12 février 2018 la visite du Professeur Chia-Jui CHENG, professeur à l'Université de Soochow et secrétaire général de l'Académie de droit international de Xiamen.



Le Professeur Chia-Jui Cheng entouré de P. Bodeau-Livinec et J.-M. Thouvenin (sur la photo à gauche) et de F. Latty (à droite)

Giulio BARTOLINI, professeur associé à l'Université de Rome 3, spécialiste du droit international humanitaire et du droit international des catastrophes, a pris attache avec le CEDIN et y a effectué des recherches au printemps 2018. Il a donné une conférence en Master sur « Le projet d'articles de la Commission du droit international sur la protection des personnes en cas de catastrophe : vers une convention universelle ? », le 5 avril 2018. Il est depuis devenu membre associé du CEDIN.

Víctor Luis GUTIERREZ CASTILLO, professeur à l'Université de Jaen (Espagne) et membre associé au CEDIN a rendu visite au centre à l'automne 2018.

• **L'ÉQUIPE DU CEDIN** (au 31 janvier 2019)

Professeurs

Pierre BODEAU-LIVINEC
Mathias FORTEAU
Franck LATTY, *directeur du CEDIN*
Jean-Marc THOUVENIN
François-Xavier TRAIN

Professeurs émérites

Marie-Jeanne CAMPANA
Géraud DE GEOUFFRE DE LA PRADELLE
Marie-Laure NIBOYET
Alain PELLET

Maîtres de conférences

Bénédicte BEAUCHESNE (HDR, Paris 8)
François DE BERARD, *directeur adjoint du CEDIN*
Clémentine BORIES (HDR)
Vincent CHANTEBOUT
Régis CHEMAIN (HDR)
Marina EUDES (HDR)
Sophie GROSBON
Nabil HAJJAMI
Marie NIOCHE
Anne-Laure VAURS-CHAUMETTE (HDR)

Secrétaire générale

Lucyna GOMEZ ECHEVERRI/DERKACZ

ATER

Aboubacar DIAKITE
Elhadji Babou DIANKHA
Maxime DISCOURS
Marie DUCLAUX DE L'ESTOILLE
Thomas DUFOUR
Rachel LUCAS
Elsa MARIE
Abdoulaye SYLLA

Contrats Doctoraux

Juliette BOULOY
Marion ESNAULT
Julie ROUX

Doctorants

Elham ABBASI
Rachelle ABI LAHOUD
Mohamed ALKILANI
Andrea Lozano ALMARIO
Rima AL SADI
François ANDIA (**CIFRE**)
Jelena APARAC
Joel BAPISEN
Elena BELOVA
Mohamed Amine BEN MEHDI
Robert BIEWER
Loffi BOHLI
Said BOUH ASSOWE
Quentin BURLOT
Sochea CHANN
Manel CHIBANE
Nomenjanahary CHUK HEN SHUN
Ségolène COUTURIER
Tarciso DAL MASO
Constance DEPLAGNE
Aboubacar DIAKITE
Boubacar DIALLO
Riccardo DI MARCO
Virginia DOBRE
Anna DOUMBIA
Sylvie DUMANOIR
Jeanne DUPENDANT
Laïla EL MOUEDDINE
Ambroise FAHRNER
Boulbaba FARROUKH
Adrien FOULATIER
Eleonore GABRIEL
Julie GAVRILOFF
Victor GRANDAUBERT
Erika HENNEQUET
Kattia HERNANDEZ MORALES
Vitali HIARLOUSKI
Elodie HUSSON
Tania IAKOVENKO-MARINITCH
Cem KALELIOGLU
Yvan KAMTO TABUGUIA

Anthony KAPETA
Marieme Soda KEBE
François KONGA
Sotirios KONSTANTIS
Koffi Arnaud KPLA
Isabela LACRETA
Ludovic LEGRAND
Lucia LEONTIEV
Aurélien LORTHOLARY
Mathilde MASSE
Cesar Alberto MERCADO RICO
Jean MOÏSE
Amirhoushang MOSTARSHEDI
Georges NDJI
Marina Cristine PANTOJA
Maike REGENER
Lina Marcela REYES SARMIENTO
Marthe RICHÉ
Alexandra ROUX
Cédric SAKANDE
Benjamin SAMSON
Lisa STEFANI
Sarah STEFANO
Aurélien STORME
Anne TULIN KERIMOL
Aurore VERNHES
Marcela VILELA
William WARLET
Donald YANOGO
Evelyne YEWADAN TOGBE
Alain ZAMARIA
Cyrielle ZURLETTI

Professeurs associés

Mathias AUDIT, *Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne*
Giulio BARTOLINI, *Université Rome 3*
Régis BISMUTH, *Institut d'études politiques de Paris (Sciences Po)*
Claire DEBOURG, *Université des Antilles*
Víctor Luis GUTIERREZ CASTILLO, *Université de Jaén (Espagne)*
Jean-Louis ITEN, *Université Paris 8 Vincennes-Saint-Denis*
Alina MIRON, *Université d'Angers*

Laurent SERMET, *Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence*
Sébastien TOUZE, *Université Panthéon-Assas, membre du comité contre la torture*
Muriel UBEDA-SAILLARD, *Université Lille 2*

Maîtres de conférences associés

Anouche BEAUDOUIN, *Université de Nice Sophia Antipolis*
Marjorie BEULAY, *Université de Picardie*
Olivia DANIC, *Université de Nîmes*
Olivier PEIFFERT, *Université Sorbonne Nouvelle (Paris 3)*

Chercheurs et chercheurs associés

Sandrine BARBIER
Elena BELOVA
Affef BEN MANSOUR
Aude BREJON
Caroline BRETON
Ulas CANDAS
Marie CUQ
Aboubacar DIAKITE
Marie DUCLAUX DE L'ESTOILLE
Asoid GARCIA MARQUEZ
José Luis GOMEZ
Laurent HEISTEIN
Alexandre HERMET
LEONOR JANDARD
Isabela LACRETA
Lucie LAITHIER
Marianne LAMOUR
Ghislain MABANGA
Meité MAMADOU
Affef BEN MANSOUR
Asoid GARCIA MARQUEZ
Jean-Baptiste MERLIN
Stéphanie MILLAN
Michel MONTJOIE
Groui Nahize MOUSSODJI
Anaïs MOUTIER
Daniel MÜLLER
Céline NEGRE
Camille PAPINOT
Audrey SOUSSAN

RESPONSABILITES DES MEMBRES DU CEDIN

- **François de BÉRARD**, directeur adjoint du CEDIN, est avocat ;
- **Pierre BODEAU-LIVINEC** est *Editor-in-Chief* de la revue *The Law and Practice of International Courts and Tribunals* et membre du Comité de rédaction de *l'Annuaire français de droit international*. Il est coprésident de la Section de droit public (02) de l'Université. Il dirige le Diplôme universitaire Droit de l'énergie, de l'investissement et de l'arbitrage international. Il est codirecteur de l'Ecole d'été de droit international de Nanterre (NILSS-EEDIN) ;
- **Clémentine BORIES** dirige les cinq masters Droit français/droits étrangers (Common Law, Allemagne, Espagne et Amérique latine, Italie, Russie) et gère les relations de l'UFR avec les universités italiennes et macédoniennes (Erasmus). Elle est aussi membre français du groupe international d'experts de l'International Law Association « *Participation in Global Cultural Heritage Governance* » ;
- **Anne-Laure CHAUMETE** est co-directrice du Master 2 Droits des relations internationales et de l'Union européenne, co-directrice du DU Collège international du droit et co-directrice de l'Ecole d'été de droit international de Nanterre. Elle est membre du comité scientifique de la *Revue des Droits de l'Homme*, membre du *Working Group* de l'International Law Association sur la Responsabilité individuelle en droit international et membre de *l'Annuaire de la recherche stratégique* de l'Association pour les études sur la guerre et la stratégie ;
- **Régis CHEMAIN** est directeur du M2 Droit du commerce international ;
- **Marina EUDES** est fondatrice et directrice du Diplôme universitaire Organisations et juridictions pénales internationales. Elle dirige le pôle « Droit international humanitaire et droit international pénal » à la *Revue des Droits de l'Homme* et fait partie du Comité de direction de la nouvelle mouture de *l'Annuaire de justice pénale internationale et transitionnelle* ;
- **Mathias FORTEAU**, ancien membre de la Commission du droit international des Nations Unies, est codirecteur de la rédaction de *l'Annuaire français de droit international*. Il codirige le DU Espaces maritimes et mondialisation : enjeux géopolitiques, économiques et juridiques ;
- **Sophie GROSBON** a obtenu une délégation CNRS, au sein de de l'UMR DICE-CERIC (Aix-Marseille Université), pour l'année 2017-2018. Son projet de recherche s'intitulait « Désenclaver le régime international du climat ». Elle est

membre du conseil scientifique de la *Revue des droits de l'Homme*, membre du comité de pilotage de la clinique juridique EUCLID et responsable du parcours renforcé des étudiants de L1 ;

- **Nabil HAJJAMI**, coprésident de la Section de droit public (02) de l'UFR DSP. Il codirige le DU Espaces maritimes et mondialisation : enjeux géopolitiques, économiques et juridiques. Il est juge assesseur à la Cour nationale du droit d'asile ;
- **Franck LATTY**, directeur du CEDIN, est le secrétaire général de la Branche française de l'International Law Association (ILA). Il est par ailleurs membre du Conseil de la Société française pour le droit international (SFDI) et du Conseil d'administration du Réseau francophone de droit international (RFDI – Concours Charles-Rousseau). Il préside le Comité d'éthique de la Fédération française de tennis (FTT). Il est arbitre auprès du Tribunal arbitral du sport (TAS) et de la Chambre arbitrale du Comité national olympique et sportif français (CNOSF). Il est également conciliateur auprès du CNOSF ;
- **Marie NIOCHE** fait partie du comité de rédaction de la *Revue internationale de droit processuel*. Elle est l'une des éditrices du site de droit international privé "conflictoflaws.net". Elle est membre du Conseil de la Société française pour le droit international. Elle est également membre de l'Association de droit international, du Comité français de droit international privé, de l'Association internationale de droit judiciaire, du réseau Trans Europe Expert, du Comité français de l'arbitrage et de l'Association française d'arbitrage ;
- **Alain PELLET**, ancien directeur du CEDIN, est président de la Société française pour le droit international et membre de l'Institut de droit international. Il est ancien membre et ancien président de la Commission du droit international des Nations Unies ;
- **Jean-Marc THOUVENIN**, ancien directeur du CEDIN, est codirecteur du M2 Droits des relations internationales et de l'UE et codirecteur du Collège international de droit (CID). Il préside le Comité consultatif de discipline de la section 02. Il est le Secrétaire général de l'Académie de droit international de La Haye ;
- **François-Xavier TRAIN**, est directeur du M2 Droit du contentieux international et européen. Il est le secrétaire général du Comité français de l'arbitrage et le rédacteur en chef de la *Revue de l'arbitrage*.

VIE DU CEDIN

• RÉUNIONS DU CEDIN

Les membres du CEDIN se rencontrent en réunion plénière généralement tous les deux ou trois mois pour faire le bilan des activités et échanger sur les projets du Centre.

En 2018, en raison du blocage de l'université en mai-juin et en décembre, le CEDIN s'est réuni en assemblée plénière seulement à trois reprises, les 12 mars, 3 juillet et 8 octobre. Les comptes rendus des réunions sont mis en ligne sur le site du CEDIN.

• SITE INTERNET DU CEDIN <https://cedin.parisnanterre.fr>

Un important travail de restructuration et d'actualisation du site internet du CEDIN a été entrepris par la secrétaire général, sous la direction du directeur du Centre. L'objectif était d'avoir un site pleinement opérationnel et susceptible d'informer efficacement les membres du Centre et le public des activités du CEDIN. Ce site est maintenant plus facile à explorer tout en étant plus approfondi. Il est mieux organisé, plus dynamique, et actualisé (pages totalement repensées, liste des membres plus claire, liens sous chaque nom des doctorants vers leur thèse sur Thèses.fr, publications mises à jour...). Le site a aussi un carrousel où toutes les actualités défilent. Le CEDIN a ainsi un site web digne de ce nom, malgré un certain nombre de contraintes résultant de la charte graphique de l'Université.

Le CEDIN dispose d'une chaîne sur la « webTV » de l'Université : <https://webtv.parisnanterre.fr/channels/#chaine-cedin>.

En 2018, le CEDIN a créé deux comptes de réseaux sociaux afin d'améliorer la visibilité de ses activités :

- compte Twitter – <https://twitter.com/CEDINanterre> – administré par le directeur du CEDIN
- compte LinkedIn – <https://fr.linkedin.com/in/cedin-centre-de-droit-international-de-nanterre-10800015b> – administré par la secrétaire générale du CEDIN

• BIBLIOTHÈQUE PATRICK-DAILLIER

Le CEDIN est doté d'une bibliothèque (salle 139), baptisée « Bibliothèque Patrick-Daillier » en décembre 2018 en hommage à son ancien directeur (voir *infra*). La bibliothèque, spécialisée en droit international, est ouverte aux étudiants, enseignants-chercheurs et autres membres du Centre.

Une partie du budget du Centre est chaque année consacrée à l'achat d'ouvrages et de revues. En 2018, la bibliothèque du CEDIN s'est enrichie des acquisitions suivantes :

- Ancel Bernard, *Eléments d'histoire du droit international privé*, Paris, Editions Panthéon Assas, 2017
- Audit Bernard, d'Avout Louis, *Droit international privé*, Paris, L.G.D.J., 2018
- Barbato Jean-Christophe, Bories Clémentine, *Europeanisation et internationalisation du droit des musées*, Paris, Pedone, 2017
- Bellivier Florence, Eudes Marina, Fouchard Isabelle, *Droit des crimes internationaux*, Paris, PUF, 2018
- Bonucci Nicola, Kessdjian Catherine, *40 ans des lignes directrices de l'OCDE pour les entreprises multinationales*, Paris, Pedone, 2018
- Carreau Dominique, Marella Fabrizio, *Droit international*, Paris, Pedone, 2018
- Cassella Sarah, *Le standard de due diligence et la responsabilité internationale*, Paris, Pedone, 2018
- Cassella Sarah, Lasserre Valérie, Lecourt Benoît, *Le droit souple démasqué. Articulation des normes privées, publiques et internationales*, Paris, Pedone, 2018
- Cassese Sabino, *Research handbook on Global Administrative Law*, Cheltenham UK, Edward Elgar Publishing, 2016
- Chappell Louise, *The Politics of Gender at the International Criminal Court*, Oxford University Press, 2015
- Chaumette Anne-Laure, Lécuyer Yannick, Ndior Valère, *Relations internationales et fictions. Ou comment j'ai appris à aimer le droit des relations internationales en regardant la TV*, Enrick B. Editions, 2018
- Chukwuemeke Okeke Edward, *Jurisdictional Immunities of States and International Organizations*, New York, NY : Oxford University Press, 2018
- De Brouwer Anne-Marie, Ku Charlotte, Romkens Renee, Van den Herik Larissa (dir.), *Sexual Violence as an International Crime : Interdisciplinary Approaches*, Intersentia Ltd, 2013
- Dupuy Pierre-Marie, *Ordre juridique et désordre international*, Paris, Pedone, 2018
- Dupuy Pierre-Marie, Kerbrat Yann, *Les grands textes de droit international public*, Paris, Dalloz, 2018

- Forteau Mathias, Thouvenin Jean-Marc, *Traité de droit international de la mer*, Paris, Pedone, 2017
- Goutiérrez Castillo Victor Luis, *America Latina y el derecho del mar. Liber amicorum en honor de Alfredo Martinez Moreno*, Valencia, Tirant lo blanch, 2018
- Grosbon Sophie, *Résistance et résilience des pactes internationaux de droits de l'Homme à l'épreuve d'une société internationale post-moderne*, Paris, Pedone, 2018
- Hennebel Ludovic, Tigroudja Hélène, *Traité de droit international des Droits de l'homme. Protection universelle, protections régionales, théories, fondements, interprétation, mise en œuvre, responsabilité, réparation*, Paris, Pedone, 2018
- Hochmann Thomas, Reinhardt Jörn, *L'effet horizontal des droits fondamentaux*, Paris, Pedone, 2018
- Kolb Robert, *International law on the maintenance of peace. Jus Contra Bellum*, Cheltenham UK, Edward Elgar Publishing, 2018
- Kovacs Csaba, *Attribution in international investment law*, Kluwer Law International, 2018
- Le Floch Guillaume, *Les 20 ans du Tribunal international du droit de la mer*, Paris, Pedone, 2018
- Northedge F S, *The use of force in international relations*, Faber and Faber, 1974
- Summers James, Gough Alex, *Non-State Actors and International Obligations*, Brill, Hjhoff, 2018
- Ubéda-Saillard Muriel (dir.), SFDI, *La souveraineté pénale de l'Etat au XXI siècle*, Paris, Pedone, 2018
- Van Aaken Anne, Motoc Julia (dir.), *The European Convention on Human Rights and General International Law*, Oup Oxford, 2018

Revue :

- *Annuaire Français de Droit International 2017*, Paris, CNRS Editions, 2018
- *Annuaire Français de Droit International 2016*, Paris, CNRS Editions, 2017
- *Revue de l'arbitrage*, Paris, Comité français de l'arbitrage, 2018
- *Revue générale de droit international public*, Paris, Pedone, 2018

Le CEDIN est un **Centre de documentation européenne**, membre du réseau Europe direct, ce qui lui permet de recevoir la plupart des publications émanant de l'Union européenne. Le réseau d'information Europe Direct regroupe 52 centres d'information en France et 470 en Europe. Les missions du CDE sont :

- rendre accessible au public (étudiants, enseignants, chercheurs) l'information européenne à dominante juridique et économique,
- aider les institutions d'enseignement supérieur et de recherche à promouvoir et à développer l'enseignement et la recherche sur l'intégration européenne,

- mettre les sources d'information sur l'Union européenne à disposition,
- contribuer, dans le souci d'accroître la transparence, à faire connaître les politiques de l'Union européenne à l'ensemble des citoyens européens.

De nombreux périodiques et des archives sont mis à la disposition des usagers, ainsi que les publications officielles de l'Union européenne, les traités et les rapports annuels de certaines institutions et agences européennes.



• BILAN FINANCIER

Doté en 2018 d'un budget initial de 20 840 euros attribué par l'Université (en baisse par rapport aux années précédentes ; cette baisse a touché tous les centres de recherche), le CEDIN a pu s'appuyer sur le dynamisme de ses chercheurs pour obtenir d'autres sources de financement pour ses projets de recherche (ComUE, Ecole doctorale, UFR, partenariats avec d'autres centres de recherche).

En dépit d'un budget initial trop faible au regard de l'activité du CEDIN, cette diversité des ressources, associée à une gestion rigoureuse des fonds, a permis de maintenir l'équilibre budgétaire et de financer l'ensemble des projets portés par le Centre ainsi que l'achat d'ouvrages pour la bibliothèque.

• PARTICIPATION DU CEDIN À LA FIND

Le CEDIN est membre de la fédération des unités de recherche de l'UFR Droit et science politique (FIND : Fédération interdisciplinaire de Nanterre en droit, <https://find.parisnanterre.fr>). Le directeur représente le Centre lors des réunions de la fédération.



• BUREAU DES DOCTORANTS

Les doctorants sont représentés par un Bureau des doctorants du CEDIN, composé de trois membres, dont l'un fait partie du Conseil du CEDIN.

• INTEGRATION DES DOCTORANTS DU CEDIN

A l'initiative de doctorants du CEDIN, en coordination avec le directeur, plusieurs propositions ont été formulées pour améliorer l'intégration de tous les doctorants (et notamment les nouveaux arrivants) au sein du centre de recherche.

Deux actions ont été mises en œuvre en 2018 :

- s'assurer que les nouveaux doctorants du CEDIN, quel que soit leur statut, bénéficient d'un vrai accueil au sein du centre afin de favoriser leur intégration (visite des locaux, rencontre avec les autres doctorants, etc.)
- organiser un pot d'intégration des doctorants.

L'organisation d'une demi-journée de la jeune recherche du CEDIN fait partie des futures initiatives envisagées par le Bureau des doctorants.

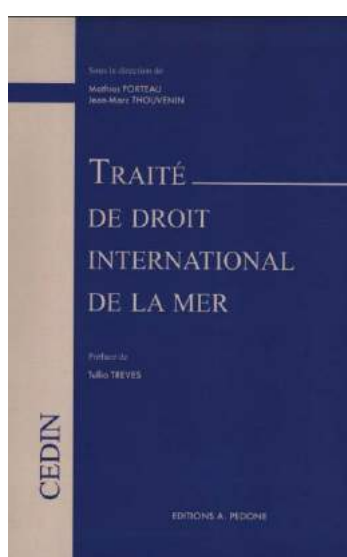
MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

En 2018, le CEDIN a organisé ou coorganisé plusieurs manifestations scientifiques. Plusieurs événements ont néanmoins dû être reportés ou déplacés en raison du blocage de l'université en mai/juin 2018.

Aux événements répertoriés ci-dessous s'ajoutent les manifestations organisées dans le cadre des programmes de recherche du CEDIN financés par la ComUE Paris Lumières (Villes et droit international ; Les camps et le droit ; Archives et droit international – **voir infra**).

✓ **26 février 2018 : Conférence-débat organisé par la Mission permanente de Monaco à New York autour du *Traité de droit international de la mer***

La Mission a distribué aux délégations invitées des exemplaires du *Traité de droit international de la mer*. La conférence-débat fut riche, devant un auditoire fourni qui a pu prendre connaissance de l'ouvrage collectif du CEDIN paru fin 2017.



✓ **6 juin 2018 : Colloque « Kosovo and International Law » à l'occasion des 10 ans de la déclaration d'indépendance du Kosovo, en collaboration avec l'Ambassade du Kosovo et l'Université de Pristina**

Le colloque, entièrement en anglais, a été délocalisé à l'ILERI à La Défense en raison des blocages à Nanterre. De l'avis général, la manifestation a été une réussite, donnant lieu à des propos intéressants échangés devant un public en nombre très honorable, la liberté de parole – y compris critique – de chacun étant totale. En plus des enseignants-chercheurs du CEDIN et de l'Université de Pristina, l'Ambassadeur du Kosovo, un ancien ministre et l'ancien président de la Cour suprême ont fait partie des intervenants, de même que les professeurs Giulio Bartolini de l'Université Rome 3 et Anne Lagerwall de l'ULB. Les participants ont ensuite été invités à un cocktail à l'Ambassade du Kosovo.



Franck Latty et S.E. Qëndrim Gashi , Ambassadeur du Kosovo en France



Anne-Laure Chaumette et Nabil Hajjami



Alain Pellet, Hajredin Kuqi, ancien ministre de la Justice du Kosovo, et Giulio Bartolini (Université Roma 3)



Otmar Seul, Clémentine Bories et Anne Lagerwall

✓ 25 septembre 2018 : Demi-journée en hommage à Hubert Thierry

L'hommage à Hubert Thierry a été organisé par Serge Sur et Monique Thierry, avec la SFDI, le CEDIN et le Centre Thucydide. Le programme tournait autour de la vie et l'œuvre de cette grande figure de l'Université de Nanterre qu'a été Hubert Thierry.

Beaucoup de personnalités francophones du droit international faisaient partie des intervenants (L. Boisson de Chazournes, J. Combacau, Y. Daudet, E. Decaux, A. Pellet etc.). Un nombre important de personnes a assisté à la manifestation. Les actes donneront lieu à publication.



De gauche à droite : Jean Combacau, Serge Sur, Maria Vicien-Milburn, Franck Latty, Thérèse Gastaut et Alain Pellet.



De gauche à droite : Laurence Boisson de Chazournes, Dominique Foussard, Emmanuel Decaux, Alain Pellet, Yves Daudet et Alain Bienaymé.

✓ **5 octobre 2018 : Atelier « Réflexions sur le projet de traité relatif à la responsabilité des entreprises transnationales et autres entreprises en matière de droits de l'Homme en vue de la quatrième session du Groupe de travail du Conseil des droits de l'Homme »**

L'atelier a été organisé à l'Ecole normale supérieure (ENS) par Sophie Grosbon (CEDIN) et Florian Couveinhes (ENS). Il avait pour objectif d'aider les soutiens actuel du traité relatif à la responsabilité des entreprises en matière de droits de l'Homme (ONG, syndicats et parlementaires en particulier) à se positionner sur l'orientation générale et sur les différents éléments du projet fourni en juillet 2018 par la présidence équatorienne du groupe de travail du Conseil des droits de l'Homme. À moyen terme, il s'agit d'aider les soutiens au traité à convaincre les autres parties prenantes de l'intérêt et de l'importance – y compris pour l'Union européenne et pour la France – de la négociation et surtout de son aboutissement d'un traité équilibré, universellement applicable, protégeant efficacement l'ensemble des victimes. Enfin, à plus long terme, l'objectif est de créer, pour les participants intéressés, un réseau d'universitaires travaillant sur cette question et souhaitant agir en vue de la conclusion d'un tel traité. Ce réseau aura l'occasion de se réunir et de se mobiliser par la suite pour réfléchir à l'avancée des négociations et aux perspectives futures.

Une dizaine d'ONG a participé à la manifestation, en plus de nombreux universitaires et de doctorants.



✓ **30 novembre 2018 : « Libye. Anatomie d'un crime »**

Conférence organisée dans le cadre du DU Organisations et juridictions pénales internationales, à laquelle le CEDIN a été associé.

Le documentaire réalisé par Cécile ALLEGRA (France, Arte 2018, 70 mn, primé au Festival International et Forum des Droits Humains de Genève) a été diffusé et suivi d'une discussion avec Céline BARDET, juriste et consultante internationale, fondatrice et directrice de l'ONG *We Are not Weapons of War* (WWoW).

✓ **7 décembre 2018 : journée d'étude de l'Association française pour la recherche en droit administratif (AFDA) sur « La globalisation du droit administratif »**

Cette manifestation orientée sur le droit administratif, à laquelle le CEDIN a été associé avec d'autres centres de l'UFR de droit, constituait le pendant du colloque CEDIN/CRDP organisé par Clémentine Bories il y a quelques années sur le droit administratif global.

Pour le CEDIN, Clémentine Bories et Franck Latty sont intervenus respectivement sur les aspects conceptuels et sur le Tribunal arbitral du sport.

Les actes seront publiés à la *Revue française de droit administratif* au cours de l'année 2019.



✓ 20 décembre 2018 : Journée d'actualité en hommage à Patrick Daillier

A l'occasion du premier anniversaire de la disparition de Patrick Daillier, le CEDIN a rendu un hommage à son ancien directeur, en organisant une journée d'actualité sur un thème qui lui était cher : « **Le droit international dans l'Union européenne, l'Union européenne dans l'ordre international** ». Sont intervenues des personnes qui ont côtoyé de près Patrick Daillier. A l'issue de la manifestation qui a bénéficié du soutien de l'UFR DSP, l'inauguration de la « Bibliothèque Patrick-Daillier » a eu lieu en salle 139.



Ouverture de la journée par F. Latty et M. Benlolo-Carabot



M.-L. Niboyet, E. Decaux, D. Lochak, P. Bodeau-Livinec et D. Müller



M. Forteau, R. Chemain, A. Miron et A. Legrand



H. Ghérari, M. Ubéda-Saillard, M.-N. Bachelier, G. Cahin et J.-S. Bergé à l'écran



RAPPORT D'ACTIVITÉ DU CEDIN - 2018



A. Miron, A. Legrand, M. Eudes et J.-M. Thouvenin



Discours d'inauguration de la Bibliothèque Patrick-Daillier par F. Bellivier et A. Pellet



A.-L. Chaumette, A. Pellet, S. Szurek et R. Edouard



PROGRAMMES DE RECHERCHE

• PROGRAMME COMUE CEDIN/FORCES DU DROIT : VILLES ET DROIT INTERNATIONAL

Ce programme de recherche porté par Anouche Beaudoin (LADIE, Université de Nice Sophia Antipolis, membre associée du CEDIN) et Mathias Forteau (CEDIN), ainsi que J.-L. Iten (Forces du droit, Paris 8) a donné lieu à un premier colloque « Ville et droit international » à Nanterre en 2016, suivi par un colloque « Villes, violence et droit international » qui s'est tenu à Nice en 2017. Un troisième colloque a été organisé en 2018 :

- ✓ **11 juin 2018 : colloque « Villes, développement durable et droit international », CEDIN / Forces du droit (Paris 8) / LADIE (Nice Sophia Antipolis)**

Le colloque a été organisé à l'Hôtel de Ville de Paris par Jean-Louis Iten, Anouche Beaudoin et Mathias Forteau. Le colloque est parti du constat que la contribution des villes au développement durable est une tendance de plus en plus forte du monde contemporain, qui mérite d'être étudiée sous tous ses aspects, y compris l'angle juridique international. Plus de deux ans après l'adoption de l'Accord de Paris, l'étude du sujet des « Villes, développement durable et droit international » pouvait être entreprise avec suffisamment de recul tant la pratique est riche de matière et les réflexions commencent à se structurer. Les villes constituent d'une part un objet essentiel du droit international du développement durable, du point de vue tant de leur construction que de leur administration ; elles sont d'autre part devenues un acteur incontournable de l'élaboration et de la mise en œuvre du droit international du développement durable. Le colloque a eu pour objet d'explorer ces différentes facettes, dans le cadre d'une réflexion plus générale sur le rôle des villes dans le développement du droit international contemporain. Patrick Klugman, l'adjoint à la Maire chargé des relations internationales, est intervenu en ouverture de ce colloque, auquel ont participé plusieurs personnalités dont le Sénateur Jean-Pierre Sueur (voir le programme en annexe du présent rapport).



P. Klugman, entouré des directeurs de Force du droit (J.-L. Iten, à gauche) et du CEDIN (F. Latty, à droite)



De gauche à droite : A. Beaudoin, R. Colavitti, M. Tourbe, C. Koukoui et Ph. Soubra.

L'Université de Nice s'est déjà portée candidate pour organiser en 2019 un colloque sur le thème : « Villes, migrations et droit international ». Les différentes manifestations donneront lieu à publication. Il est également prévu de faire vivre le projet d'autres manières (mémoires d'étudiants).

Site internet du Programme Villes et droit international : <https://vdicil.org/>

• PROGRAMME COMUE CEDIN/FORCES DU DROIT : LES CAMPS ET LE DROIT

Le projet, initié par le laboratoire Forces du droit de l'Université Paris 8 (Laurence DUBIN) avec le CEDIN (Anne-Laure CHAUMETTE et Marina EUDES, dir.) et bénéficiant d'un soutien financier de la ComUE Paris Lumières prévoyait, sur une période de deux ans, de dégager à partir de la multiplicité des formes de camps (camps « spontanés », « institutionnalisés », « mixtes ») une définition juridique commune et de faire un état des lieux des pratiques juridiques qui y sont à l'œuvre.

Le projet a pris la forme de séminaires réguliers et d'enquêtes sur le terrain. Des questionnaires ont été envoyés aux différents acteurs concernés, qui portent sur toutes les questions juridiques susceptibles de concerner la vie dans les camps (gestion institutionnelle, mariages, naissances, décès etc.).

Toutes les conférences ont déjà été organisées. Le projet est en phase de publication. Il existe déjà un accord avec l'Institut Varenne pour la publication avec des images, des photos... La publication est prévue pour 2019.

<http://campswatch.eu/index.php/fr/>

- **PROGRAMME COMUE CEDIN / FORCES DU DROIT / ARCHIVES NATIONALES : « LES ARCHIVES ET LE DROIT INTERNATIONAL »**

Le projet, dirigé par Pierre Bodeau-Livinec (CEDIN) avec Jean-Louis Iten (Forces du droit) et Yan Potin (Archives nationales) comporte une double dimension. La première a trait aux **Archives du droit international**. Sous cette appellation générique doivent bien évidemment être considérés les échanges diplomatiques mais aussi – et peut-être surtout au regard de l'intérêt qu'ils conservent aujourd'hui – les travaux préparatoires à la création des grandes organisations internationales ou encore le fonds documentaire des principales juridictions internationales. Le recensement de ces instruments divers exige un travail préalable d'identification conceptuelle de la catégorie « archive ». Cet effort de catégorisation détermine lui-même, au moins en partie, les conditions d'accès et d'examen des archives du droit international. Le second angle de la problématique vise à mieux comprendre le régime juridique applicable aux archives d'intérêt international ou encore à dégager les axes essentiels d'un **Droit international des archives**.

Le Comité de pilotage, outre les trois porteurs du projet, est composé d'Aude Bréjon, Maximilian Giraud-Laine et Franck Latty. Une première réunion avec les personnes impliquées dans le projet (membres du CEDIN, de Forces du droit, Archives nationales, historiens de Paris 8) a eu lieu le 14 mars 2018 aux Archives nationales.

Le site internet, construit par Aude Bréjon, est en ligne (<https://archivesetdroitinternational.com/>) et accessible depuis la page d'accueil du CEDIN ; les séminaires y seront retranscrits ; un compte Twitter (@Archiveset) a également été créé.

- ✓ **22 novembre 2018 : colloque « Les archives face aux secrets de l'Etat »**

Le 22 novembre 2018, le laboratoire « Forces du droit » et le CEDIN ont organisé le premier séminaire qui avait pour thème « Les archives face aux secrets de l'Etat ». Il a réuni des archivistes et des juristes spécialistes de la question du secret défense. Après une présentation des aspects juridiques du thème, Maurice Vaisse est intervenu en tant qu'historien confronté aux secrets de l'Etat. Les travaux de ce séminaire ont été filmés et seront diffusés sur le site début 2019.

✓ **17 décembre 2018 : journée d'étude « Archives et juridictions internationales »**

Le 17 décembre 2018, l'Université Paris Nanterre a accueilli la première journée d'études organisée dans le cadre du projet « Archives et droit international ». Cette journée avait pour thème : « Archives et juridictions internationales ». Elle a réuni des juristes de diverses disciplines, des archivistes et historiens mais aussi des praticiens des principales juridictions internationales (CIJ, CPI, Mécanisme résiduel des TPI, Chambres extraordinaires des tribunaux cambodgiens). La matinée a été consacrée à la reconnaissance et l'utilisation des archives par les juridictions internationales ; les séances de l'après-midi ont traité des archives judiciaires en tant que patrimoine juridique international (programme en annexe). Les travaux de cette journée d'études doivent faire l'objet d'une publication en 2019.



Y. Potin et P. Bodeau-Livinec



Y. Potin, I. Kraft, C. Henry et M. Beulay



M. Forteau, W. Schabas, J.-L. Iten et N. Aloupi



S. Boissard, P. Bodeau-Livinec, M. Cornu et J. Vervliet



Conclusions de la journée d'étude par
Geneviève Bastid Burdeau

Projets pour 2019 :

Plusieurs séminaires sont prévus en 2019, sur les archives de la Catalogne, du GATT, du maintien de la paix, et de l'arbitrage. Une journée d'étude au Cambodge est envisagée. Une deuxième journée d'étude, sous la direction de Yann Potin, est prévue aux Archives nationales en 2019 sur le thème « Archives et institutions internationales ».

• PROGRAMME COMUE CEDIN / CRDP / CEDCACE : « LES BIENS COMMUNS : UN OUTIL JURIDIQUE À AIGUISER »

Le programme sur le thème « Les biens communs : un outil juridique à aiguiser » est piloté par Clémentine Bories (CEDIN), Sabine Boussard (CRDP) et Anne Danis-Fatôme (CEDCACE) Il associe le Centre de recherche en droit Privé et droit de la Santé de l'Université Paris 8. L'objectif du projet est de proposer des révisions et avancées du droit interne, européen et international, en prenant appui sur les réflexions issues à la fois de l'étranger et des disciplines scientifiques non juridiques (économie, ethnologie, etc.). Le projet se décline en 3 axes : culturel, naturel, numérique. Le format est le suivant : deux années de conférences, et la dernière année un colloque d'envergure suivi d'une publication.

<https://sites.google.com/view/bienscommunsprojetcomueupl/home/notre-projet>

- ✓ **5 juillet 2018 : table ronde « Droit de propriété, Biens communs et Cultures juridiques autochtones »**

Le 5 juillet 2018, une table-ronde sur les alternatives au droit de propriété dans les sociétés autochtones a été organisée dans les locaux de la COMUE (trois exemples ont été pris lors de la table-ronde : Pérou pré-incas, Nouvelle-Calédonie et son droit

coutumier, et Mongolie intérieure). Une réflexion sur le lien à la terre et les biens communs a pu être conduite collectivement à l'occasion de cette rencontre, enregistrée et disponible sur le site internet. La table ronde a permis à chacun des participants de présenter une expérience particulière de prise en compte du caractère commun d'un bien pour mettre en place un régime juridique distinct de ceux que connaît le droit positif aujourd'hui. S'est engagée ensuite une discussion centrée sur les techniques juridiques choisies et leur possible apport au traitement actuel de la question des biens communs en France et en Europe.

✓ **16 octobre 2018 : conférence « Biens communs et données »**

✓ **19 novembre 2018 : conférence « La neutralité d'internet »**


Projets pour 2019 :

✓ **Journée d'études « A qui appartiennent les collections muséales ? », 7 février 2019**

La journée d'étude organisée par Clémentine Bories se saisit de la question du possible retour des œuvres d'art en cas de revendication par un Etat étranger à la suite de la parution du rapport Sarr/Savoy et alors que la décision de restituer « sans délai » au Bénin 26 œuvres du Palais de Béhanzin a été prise. Comment ce retour va-t-il s'organiser ? D'une façon plus large, quel sera, à l'avenir, le sort ou le statut des collections muséales ?

La journée d'étude vise à apporter des réponses aux nombreuses questions que soulève la possibilité de retours plus systématiques. Largement empreinte de problématiques juridiques, elle vise à interroger le principe et les conditions auxquels des retours peuvent être décidés, à envisager de possibles pistes permettant de satisfaire des demandes étatiques, ainsi que des solutions alternatives à un retour définitif (prêts, circulation, etc.). La sécurisation des politiques d'acquisition d'œuvres d'art lors de la constitution des collections sera également interrogée dans un contexte juridique et géopolitique qui paraît fragilisé. Enfin, les difficultés concrètes de l'organisation d'un retour vers des Etats ou de nouvelles institutions muséales ainsi que les garanties de coopération entre institutions et de conservation nécessaires seront débattues.

A qui appartiennent les collections muséales ?



Alteuropa, Istituto Galvani (1821-1922) - photo Jean-Louis

7 février 2019
Université Paris Nanterre
Bâtiment Simone Veil, salle 352

Direction scientifique : Clémentine Bories (maître de conférences HDR, Université Paris Nanterre)

Inscriptions obligatoires (avant le 1er février 2019) : Laurent Lusinier - lusinier@parisnanterre.fr

COMUE Paris Lumières - Projet « Biens communs. Un outil juridique à évaluer ? »
<https://sites.google.com/view/bienscommunsprojetcomuegl/home/notre-projet>

Université Paris Nanterre

UPL UNIVERSITÉ PARIS LAURENT EISENHART

UNIVERSITÉ PARIS 8

UNIVERSITÉ PARIS NANTERRE

Cedriace

CRDP ÎLES DE FRANCE

CRDP ÎLE DE FRANCE

CRDP ÎLE DE FRANCE

CRDP ÎLE DE FRANCE

Cette manifestation sera prolongée dans le cadre d'un événement plus « grand public » au Quai Branly, avec la présence attendue du ministre de la culture (il s'agira essentiellement d'une journée de spécialistes : juristes, anthropologues et personnel des musées).

Une série d'autres manifestations est prévue en 2019 dans le cadre du Programme « Biens communs » :

- ✓ **Conférence dans le cadre de l'axe numérique, avril 2019**
- ✓ **Les biens communs dans le droit positif (table ronde avec Alberto Lucarelli, S. Vernac...), 16 mai 2019**
- ✓ **Workshop sur l'eau et les biens communs, avec l'université Federico II de Naples, 24-26 Octobre 2019**

COOPÉRATION AVEC LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

- **MEMORANDUM DU SECRETARIAT DE LA CDI SUR LES
« MOYENS DE RENDRE PLUS ACCESSIBLE LA
DOCUMENTATION RELATIVE AU DROIT
INTERNATIONAL COUTUMIER »**

Une équipe de doctorants du CEDIN (Ambroise Fahrner, Alexandre Hermet, Elodie Husson, Amirhoushang Mostarshedi, Groui Nahize Moussodji et Abdoulaye Sylla) dirigée par Franck Latty a été mobilisée pour effectuer des recherches dans le cadre de l'élaboration du mémorandum du Secrétariat de la CDI sur les « Moyens de rendre plus accessible la documentation relative au droit international coutumier » (A/CN/4/710). La contribution fournie par le CEDIN a été formellement reconnue au paragraphe 9 de ce mémorandum. Le Directeur de la Division de la codification (Bureau des affaires juridiques de l'ONU) a de plus envoyé un courrier personnalisé à chacun des chercheurs du CEDIN impliqué dans l'étude pour les remercier individuellement.

- **PARTENARIAT CEDIN/OCDE : INTERNATIONAL
ORGANISATIONS PARTNERSHIP FOR EFFECTIVE
INTERNATIONAL RULE-MAKING**

Ce projet s'inscrit dans le cadre de la coopération menée depuis 2015 entre l'OCDE et le CEDIN à partir d'études de cas concernant la coopération entre organisations internationales en matière de régulation (« International Regulatory Cooperation »). Cinq chercheurs du CEDIN avaient effectué un stage au sein d'organisations internationales entre janvier et avril 2015, à l'issue duquel ils avaient rédigé des études, publiées par l'OCDE et présentées lors d'un colloque

international, qui s'est tenu le 2 novembre 2016 au centre de conférences de l'OCDE.

Le CEDIN poursuit ce partenariat avec l'OCDE sous une autre forme. Environ 50 institutions internationales continuent de travailler ensemble en vue d'améliorer la qualité, la pertinence et l'impact de leur activité normative (dans le cadre du comité de l'OCDE sur les politiques régulatrices). Le projet concerne la mise en place d'une plate-forme électronique. 5 groupes de travail ont été constitués sur : i) les instruments internationaux, ii) la mise en œuvre ; iii) l'implication des parties prenantes ; iv) l'évaluation, v) la coordination entre institutions internationales. Il s'agit d'éclairer les praticiens sur les recherches déjà réalisées ou en cours dans le domaine du droit des OI, d'impulser de nouveaux projet (associer l'OCDE à la recherche de financements), d'offrir éventuellement des stages aux étudiants.

<http://www.oecd.org/gov/regulatory-policy/a-partnership-for-effective-international-rule-making.htm>



• INVESTMENT SUPPORT PROGRAMME FOR THE LEAST DEVELOPED COUNTRIES (ISP/LDCS)

The screenshot shows the IDLO website page for the Investment Support Programme for Least Developed Countries (ISP/LDCs). The header includes the IDLO logo and navigation links: ABOUT, WHAT WE, WHERE WE, NEWS, RESOURCES, CAREERS, with sub-links for US, DO, and WORK. The main content area features a circular image of people in hard hats, a text block describing the program's mission, and three buttons: 'What assistance is provided?', 'Download information', and 'Programme partners'.

L'Organisation internationale de droit du développement a mandaté le Secrétariat des Nations Unies pour mettre en place un réseau d'experts

internationaux chargés d'aider les pays en voie de développement à la fois dans les négociations pré-contractuelles et dans les phases de contentieux en matière d'investissement.

Les candidatures à titre d'expert (en principe *pro bono*) sont individuelles mais le CEDIN en tant qu'« organisation partenaire » est appelé à contribuer au succès du programme, en offrant notamment expertise ou formations.

Le CEDIN fait partie des 24 entités partenaires du programme à côté de l'American Bar Association, la New York City Bar Association, de grands cabinets d'avocats surtout anglo-saxons, et du côté des universitaires : l'International Law Institute, le Columbia Center on Sustainable Development, la New York University Law School, The University of Pennsylvania Law School.

<https://www.idlo.int/Investment-Support-Programme-LDCs#Partners>

• CHAIRE UNESCO « ETUDE DU DOPAGE ET ANALYSE DES POLITIQUES ANTIDOPAGE »

L'Université Paris Nanterre a obtenu une Chaire UNESCO sur le thème « Etude et analyse des politiques antidopage » (<https://chaire-unesco-antidopage.parisnanterre.fr/>). Le directeur du CEDIN a présenté une communication lors de la journée de lancement de la Chaire. Le Centre a vocation à être associé à ses travaux car de nombreuses questions de droit international sont en jeu (mise en œuvre dans les droits internes de la convention antidopage de l'UNESCO, compatibilité des règles antidopage avec le droit international des droits de l'homme ou les libertés économiques des sportifs etc.).

PUBLICATIONS DU CEDIN

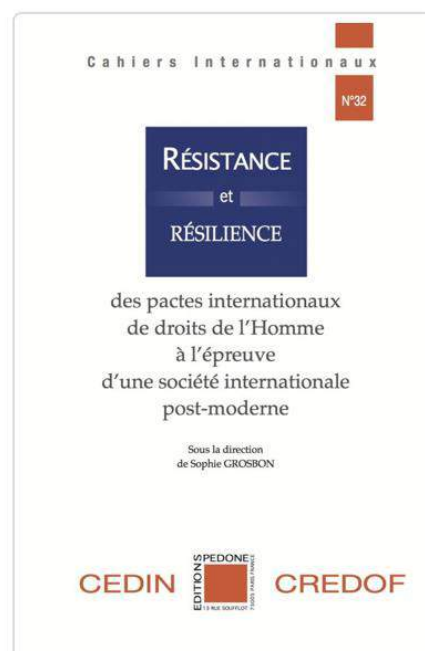
Le CEDIN mène une politique active de publication. Il dispose notamment de plusieurs collections aux Editions A. Pedone, maison d'édition de renom dans le domaine du droit international, dans lesquelles il publie des manuels ou traités issus de la recherche collective, des actes de colloque, des mémoires de master 2.

Parutions en 2018 :

✓ **Actes du colloque organisé à l'occasion de l'anniversaire des Pactes de 1966**

L'ouvrage, dirigé par Sophie Grosbon, a paru aux Editions A. Pedone en septembre 2018.

<http://pedone.info/livre/resistance-et-resilience-des-pactes-internationaux-de-droits-de-lhomme-a-lepreuve-dune-societe-internationale-post-moderne/>



✓ **Actes du colloque des masters 2 (Nanterre, Paris 1, Paris 2) « La protection des investissements étrangers : vers une réaffirmation de l'Etat ? »**

Cet ouvrage constitue les actes d'un colloque organisé en 2017 par les masters 2 de droit international des universités Paris 1, Paris 2 et Nanterre, avec le soutien du CEDIN et la participation de certains de ses membres. Le livre est sorti aux Editions A. Pedone en septembre 2018.

<http://pedone.info/livre/la-protection-des-investissements-etrangers-vers-une-reaffirmation-de-letat/>



✓ **Ouvrage collectif du CEDIN sur « Le droit international des immunités »**

L'ouvrage est co-dirigé par Pierre Bodeau-Livinec et Mathias Forteau avec l'aide de Victor Grandaubert en tant que secrétaire de rédaction.

Ce projet, qui s'inscrit dans le prolongement de la séance d'actualité sur le thème des immunités lors de la journée SFDI à Nanterre (2017), vise à combler une lacune dans la littérature juridique francophone. Il réunit des internationalistes publicistes et privatistes, ainsi que des européenistes. Dans la tradition du CEDIN, il sera ouvert aux enseignants-chercheurs titulaires ainsi qu'aux doctorants. L'ouvrage se découpera de la sorte : Introduction (concepts fondamentaux et dynamiques contemporaines) ; immunités de l'Etat ; immunités des agents de l'Etat ; immunités diplomatiques et consulaires ; immunités des organisations internationales ; immunités d'autres entités (type CICR). La coordination de chacune des grandes parties de l'ouvrage est assurée par deux enseignants-chercheurs du CEDIN.

La publication est prévue pour la fin 2019. Elle s'inscrit dans le cadre de la politique de publications collectives du CEDIN.

PUBLICATIONS COLLECTIVES DU CEDIN (hors actes de colloque) :

P. DAILLIER, H. GHERARI, G. de LA PRADELLE, *Droit de l'économie internationale*, CEDIN, Paris, A. Pedone, 2004, 1119 p.

J.-P. COT, A. PELLET, M. FORTEAU, *La Charte des Nations Unies, Commentaire article par article*, Paris, Economica, 3^{ème} éd., 2005, XX-2363 p. ;

J. CRAWFORD, A. PELLET, S. OLLESON (eds.), *The Law of International Responsibility*, Oxford University Press, 2010, 1376 p.

H. ASCENSIO, E. DECAUX, A. PELLET, *Droit international pénal*, CEDIN, Paris, Pedone, 2^{ème} éd., 2012, 1280 p.

M. BENLOLO CARABOT, U. CANDAS, E. CUJO, *Union européenne et droit international – En l'honneur de Patrick Daillier*, Paris, Pedone, 2012, 912 p.

J.-M. THOUVENIN, A. TREBILCOCK (dir.), *Droit international social*, CEDIN, Bruxelles, Bruylant, 2013, 2 tomes, 2072 p.

A. PELLET, A. MIRON (dir.), *Les grandes décisions de la jurisprudence française en droit international public*, Paris, Dalloz, 2015, 783 p.

M. FORTEAU, J.-M. THOUVENIN, *Traité de droit international de la mer*, Paris, A. Pedone, 2017, 1322 p.

A paraître en 2019 :

- ✓ **Actes du colloque « Religion et droit international » (dir. A.-L. Chaumette, N. Haupais)**

Les actes du colloque organisé en octobre 2016 par le CEDIN et le Centre Pothier de l'Université d'Orléans paraîtront aux Editions A. Pedone au premier semestre 2019.

- ✓ **Actes du colloque « Les mers fermées et semi-fermées » (dir. J.-M. Thouvenin)**

Les actes du colloque organisé à Bucarest les 30-31 mai 2016 par le CEDIN avec l'Association roumaine de droit international et l'Ambassade de France en Roumanie paraîtront aux Editions A. Pedone au cours de l'année 2019.

- ✓ **Actes de la journée en hommage à Hubert Thierry**

Les actes de la manifestation accueillie par le CEDIN en septembre 2018 devraient paraître dans la collection du CEDIN chez Pedone.

- ✓ **Réédition par le CEDIN de *La politique juridique extérieure* (Guy de Lacharrière)**

Le CEDIN projette de rééditer l'ouvrage de référence paru aux Editions Economica.

PUBLICATIONS INDIVIDUELLES

Publications individuelles des membres du CEDIN en 2018 : *(liste non exhaustive)*

✓ APARAC, Jelena

- « Les Chambres spécialisées pour le Kosovo et le Bureau du Procureur spécialisés : un échec de la communauté internationale », *Revue belge de droit international*, 2017/1, avril 2018.
- « Les employés des sociétés militaires privées dans les conflits armés » in F. Desprez, C. Viennot (dir), *Les activités privées de sécurité*, Mare et Martin, mars 2018.

✓ BAUTISTA HERNAEZ, Andres

- « A Comparative Study on International Disaster Law applicable to Spain and The Philippines », *Estudios de Deusto*, 2018, vol. 66/1, p. 235-252.
- « La participación de las Fuerzas Armadas en situaciones de catástrofe en el ámbito de la Unión Europea », in *Hacia una Identidad Europea en materia de Seguridad y Defensa: ¿Realidad o Utopía?*, Tirant lo Blanch, 2018.
- « Climate Change and Disasters: the 2015 Paris Agreement legal standards applicable to disaster prevention », in *Bioderecho Internacional: Derechos Humanos, Salud Pública Y Medioambiente / International Biolaw: Human Rights, Public Health and Environment*, Tirant lo Blanch, 2018, p. 188-214.

✓ BEAUCHESNE, Bénédicte

- « Dématérialisation des procédures », in *Dictionnaire encyclopédique de la gouvernance européenne*, sous la dir. de F. Lafarge, M. Mangenot, V. Charléty, C. Mestre et S. Schirmann, Larcier Eds, janvier 2018, <https://tel.archives-ouvertes.fr/CEDIN/hal-01782707v1>.
- *Les relations internationales, Cours et QCM*, Ellipses, coll. Actu' Concours 2019-2020, 9^e éd. mise à jour, août 2018, 480 p.

✓ **BEHAM, Markus**

- ABA Dispute Resolution 2018 Spring Conference, 'Hybrid Processes Combining Mediation and Arbitration to Apply the Best Process to the Dispute', panel synopsis, 2018, available at AttendeeHub, ABA Dispute Resolution 2018 Spring Conference, 'Hybrid Processes Combining Mediation and Arbitration to Apply the Best Process to the Dispute', full report, 2018, <<http://www.indisputably.org/?p=12695>> / <http://www.indisputably.org/wp-content/uploads/ABAConference-2018-Hybrid-Processes.pdf>.
- 'Herausforderungen und Strategien für die Handels- und Investitionsschutzpolitik der EU' ['Challenges and Strategies for the Trade and Investment Policy of the EU'], *Wirtschaftspolitische Blätter [Economic Policy Pages]*, 2018, 65/3, pp. 359-368.
- ILDC Report, 'Cialis Case, Final Appeal Judgment, B 1 KR 10/11 R, 110 BSGE, 194; ILDC 2763, (DE 2012), 6 March 2012', 2018.
- 'Jane A. Hofbauer, Sovereignty in the Exercise of the Right to Self-Determination (Leiden et al.: Brill Nijhoff, 2016)' 78/1 *Zeitschrift für ausländisches öffentliches Recht und Völkerrecht*, 2018, pp. 273-275.
- 'Muss der österreichische Bundespräsident CETA ratifizieren?', *Verfassungsblog*, 16 July 2018, <https://verfassungsblog.de/muss-der-oesterreichische-bundespraesident-ceta-ratifizieren/>.
- *State Interest and the Sources of International Law: Doctrine, Morality, and Non-Treaty Law*, [with a foreword by Karl Zemanek], New York et al., Routledge, 2018, 251 pp.
- (with M. Fink and R. Janik), *Kodex Völkerrecht [Public International Law Materials] (Kodex des österreichischen Rechts, W. Doralt (ed.), Vienna, LexisNexis, 2018, 1248 pp.*

✓ **BELOVA, Elena**

- « Chronique des constatations du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, année 2017 : quelques précisions sur la compétence *ratione temporis* et sur le droit au logement », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], Actualités Droits-Libertés, mis en ligne le 08 mars 2018. URL : <http://journals.openedition.org/revdh/3780> ; DOI : [10.4000/revdh.3780](https://doi.org/10.4000/revdh.3780).

✓ **BEULAY, Marjorie**

- Actualité des organisations internationales, *Annuaire français de droit international*, CNRS, 2018, <https://tel.archives-ouvertes.fr/CEDIN/hal-01782708>.

✓ **BODEAU-LIVINEC, Pierre**

- « *Responsibility of States and International Organizations* », in S. Chesterman, D. Malone et S. Villalpando (dirs.), *Oxford Handbook of United Nations Treaties*, OUP, Oxford, 2018.

✓ **BORIES, Clémentine**

- « Scheveningen, lieu de « bons » et longs séjours pour les accusés de la Cour pénale internationale ? », in A. Cavaliere, U. Hellmann, A. Lucarelli, R. Parizot (dir.), *Les droits fondamentaux à l'épreuve de la prison*, Padoue (Italie), Ed. CEDAM, 2018, pp. 73-82.

✓ **CHAUMETTE, Anne-Laure**

- (avec Y. Lécuyer, V. Ndior) *Fictions et droit international*, Enrick B Editions, Paris, 2018, 230 p., <https://tel.archives-ouvertes.fr/CEDIN/hal-01782711v1>.
- « International Criminal Responsibility of Individuals in Case of Cyberattacks », *International Criminal Law Review*, 2018, vol. 18, pp. 1-35, <https://tel.archives-ouvertes.fr/CEDIN/hal-01782710v1>.
- « Les problèmes de qualification du terrorisme international », in M. Camacho Zegarra, D. Fiedler, C. Gonzalez-Palacios, *Seguridad y Libertad*, colloque franco-allemand-péruvien, Lima 2017, GHC Publicidad, 2018, pp. 79-88.
- « Quelles limites à la liberté d'expression selon le juge international pénal ? A propos des affaires Al Jadeed et Al Akhbar du TSL », CEDROMA, *La liberté d'expression et ses juges*, colloque international, 2-3 mars 2017, éditions de l'USJ, Beyrouth, 2018, pp. 97-108.

✓ **CHEMAIN, Régis**

- « La crise économique et financière et les droits de l'homme », in S. Grosbon (dir.), *Résistance et résilience. des pactes internationaux de protection des droits de l'homme à l'épreuve d'une société internationale post-moderne*, Paris, Pedone, Cahiers internationaux, 2018, n°32, pp.153-174.

✓ **CUQ, Marie**

- « Souveraineté permanente sur les ressources naturelles », in *Dictionnaire des sciences sociales sur les transitions écologiques* (V. Pironon, F. Collart Dutilleul, E. Gaillard, C. Malwé, A. Langlais et T. Bréger, dir.), éd. de l'Institut Universitaire Varenne/LGDJ, en septembre 2018, pp. 778-782, <https://tel.archives-ouvertes.fr/CEDIN/halshs-01676792v1>.

- « Traités d'investissement », in *Dictionnaire des sciences sociales sur les transitions écologiques* (V. Pironon, F. Collart Dutilleul, E. Gaillard, C. Malwé, A. Langlais et T. Bréger, dir.), éd. de l'Institut Universitaire Varenne/LGDJ, septembre 2018, pp. 804-808, <https://tel.archives-ouvertes.fr/CEDIN/halshs-01676790v1>.

EUDES, Marina

- « Article 7. Principe de légalité », *Commentaire de la Convention européenne des droits de l'homme*, Pedone, 2018, <https://tel.archives-ouvertes.fr/CEDIN/hal-01782966>.
- *Droit des crimes internationaux*, avec F. Bellivier et I. Fouchard, Presses Universitaires de France, 2018, 535 p.
- « Gustave Moynier », *Galerie des internationalistes*, Société française pour le droit international, mai 2018, <http://www.sfdi.org/internationalistes/>.
- « Le PIDESC et les instruments régionaux », in E. Decaux, O. de Schutter, *Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques: commentaire article par article*, Economica, 2018, <https://tel.archives-ouvertes.fr/CEDIN/hal-01782970>.
- « Punir en marge du droit » in M. Ubeda Saillard (dir.), *La souveraineté pénale de l'Etat au XXème siècle*, Colloque de la SFDI, Pedone, 2018, pp. 93-103.
- « Un dialogue de sourds entre le juge pénal national et la Cour pénale internationale ? », colloque d'Athènes, *Annuaire international des droits de l'homme*, vol. IX, 2018, pp. 313-322, <https://tel.archives-ouvertes.fr/CEDIN/hal-01782968>.
- (avec E. Guematcha) « Quels apports des Chambres africaines extraordinaires ? », *Revue belge de droit international*, 2017/1, 2018, pp. 191-212, <https://tel.archives-ouvertes.fr/CEDIN/hal-01782978v1>.

✓ **FORTEAU, Mathias**

- "Comparative International Law Within, not Against, International Law: Lessons from the International Law Commission", in A. Roberts and others (eds), *Comparative International Law*, Oxford UP, 2018, pp. 161-179.
- "Immunities and International Crimes before the ILC: Looking for Innovative Solutions", *AJIL Unbound*, 2018, Vol. 112, pp. 22-26.
- "Using Military Force and Engaging in Collective Security", in C. Bradley (ed.), *The Oxford Handbook of Comparative Foreign Relations Law*, Oxford University Press, Chapter 45, 2018.
- (avec V. Gowlland-Debbas), "Article 7 of the UN Charter" in A. Zimmerman and others (dir.), *The Statute of the International Court of Justice: A Commentary*, 3rd edition, Oxford University Press, 2018, pp. 135-164.
- (avec Alison See Ying Xiu) "The US Hostage Rescue Operation in Iran – 1980", in T. Ruys, O. Corten (eds), *The Use of Force in International Law. A Case-based Approach*, Oxford, Oxford University Press, 2018, pp. 306-314.

✓ **GRANDAUBERT, Victor**

- « La responsabilité internationale de l'entreprise privée patronnée pour ses activités menées dans le cadre de la Partie XI de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer », SFDI, Publications du Réseau des Jeunes Chercheurs, Publication issue de la demi-journée d'étude du 15 avril 2016, « Entreprises multinationales et responsabilité(s) », Université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis, 10 janvier 2018, disponible sur : <http://www.sfdi.org/wp-content/uploads/2018/01/RJC-2016-GRANDAUBERT.pdf>
- « La saisie des « biens mal acquis » à l'épreuve du droit des immunités internationales : quelques observations à propos du différend opposant la Guinée équatoriale à la France », *Revue de droit international d'Assas*, vol. 1, 2018, pp. 46-88, disponible sur : https://www.u-paris2.fr/sites/default/files/document/brochures_plaquette/rdia-numero_1-revue_de_droit_international_dassas.pdf

✓ **GROSBON, Sophie**

- « Le Chapitre 'Commerce et environnement' de l'accord économique et commercial global (AECG/CETA) face à l'urgence climatique », *AFDI*, 2017, pp. 577-600.
- « L'Observation générale n°24 du Comité des droits économiques, sociaux et culturels sur les obligations des Etats dans le contexte des activités des entreprises : vigilance raisonnable et extraterritorialité », *JEDH*, 2018/4, pp. 355-371.
- « Religion et droits des femmes : le concordat n'aura pas lieu », in R. Uerpmann-Witzack, E. Lagrange, S. Oeter (dir.), *Religion et International Law*, Brill Nijhoff, 2018, pp. 308-328.
- *Résistance et résilience des pactes internationaux de droits de l'Homme à l'épreuve d'une société internationale post-moderne*, Paris, Pedone, 2018.
- « Respect des pactes internationaux par les entreprises », in *Résistance et résilience des pactes internationaux de droits de l'Homme à l'épreuve d'une société internationale post-moderne*, Paris, Pedone, 2018, pp. 115-131, <https://tel.archives-ouvertes.fr/CEDIN/hal-01844593>.
- « Travaux préparatoires, travaux prémonitoires? », in *Résistance et résilience des pactes internationaux de droits de l'Homme à l'épreuve d'une société internationale post-moderne*, Paris, Pedone, 2018, pp. 11-41, <https://tel.archives-ouvertes.fr/CEDIN/hal-01844588v1>.
- avec B. Taxil, « Droits et libertés à l'ère numérique », in *Résistance et résilience des pactes internationaux de droits de l'Homme à l'épreuve d'une société internationale post-moderne*, Paris, Pedone, 2018, pp. 175-186, https://tel.archives-ouvertes.fr/CEDIN/search/index/?q=%2A&authFullName_s=B%C3%A9rang%C3%A8re+Taxil.

✓ **HAJJAMI, Nabil**

- « Le consentement à l'intervention étrangère : essai d'évaluation au regard de la pratique récente », *Revue générale de droit international public (RGDIP)*, 2018-3, pp. 617-640.
- « CIJ, Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua), Arrêt du 2 février 2018 (indemnisation) », *Annuaire Français de droit international (AFDI)*, 2017, t. LXIII, pp. 162-176.
- « Chronique de jurisprudence européennes et nationale », *Annuaire du droit de la mer (ADM)*, 2017, Vol. XXII, pp. 613-624.
- « Justice internationale pénale et sécurité collective en Afrique », in J.-F. Akamdji-Kombé, C. Maïa, J.-B. Harelimana, *L'apport de l'Afrique à la justice internationale pénale*, Paris, L'Harmattan, 2018, pp. 147-166.
- « The Intervention of the United States and Other States of Eastern Caribbean in Grenada – 1983" , in O. Corten, T., Ruys, A., Hofer, *Use of Force in International Law: A Case-Based Approach.*, Oxford University Press, 2018, pp.385-394, <https://tel.archives-ouvertes.fr/CEDIN/hal-01782971>.
- (avec O. CORTEN) « « Conciliation » - Répertoire de droit international », *Rubrique de l'Encyclopédie Juridique*, Dalloz, 2018.
- (avec O. CORTEN), « Les frappes des Etats-Unis, du Royaume-Uni et de la France en Syrie : quelles justifications juridiques ? », 20 avril 2018, sur : <http://cdi.ulb.ac.be/frappes-etats-unis-royaume-uni-de-france-syrie-justifications-juridiques-olivier-corten-centre-de-droit-international-u-l-b-nabil-hajjami-cedin-paris-nant/>

✓ **LATTY, Franck**

- « Arbitrage d'investissement et droit international général (2017) » (avec Patrick JACOB et Arnaud DE NANTEUIL), chronique in *Annuaire français de droit international*, 2017, pp. 647-700.
- « [Christine de Pizan \(1365-1430\)](#) », in *Galerie des internationalistes francophones*, mise en ligne le 19 décembre 2018 sur le site internet de la SFDI.
- Commentaire des sentences CAS 2017/A/5379, *Alexander Legkov c. Comité international olympique* et CAS 2017/A/5422, *Aleksandr Zubkov c. Comité international olympique*, sentences du 23 avril 2018 ; CAS OG 18/03, *Alexander Legkov et al. c. Comité international olympique*, sentence du 9 février 2018, in *Chronique de jurisprudence arbitrale en matière sportive* (dir. : Mathieu MAISONNEUVE), *Revue de l'arbitrage*, 2018, n° 3, pp. 675-681, <https://tel.archives-ouvertes.fr/CEDIN/halshs-01925839>.
- « De la tendresse dans le monde des juges : la soft law devant les juridictions internationales », in Pascale Deumier, Jean-Marc Sorel (dir.), *Regards croisés sur la soft law en droit interne, européen et international*, coll. Contextes,

Culture du droit, Paris, LGDJ/Lextenso, 2018, pp. 387-401, <https://tel.archives-ouvertes.fr/CEDIN/hal-01782973>.

- « Interdiction de la TPO : le TAS prend les devants (TAS 2016/A/4490, RFC *Seraing c. FIFA*, sentence arbitrale du 9 mars 2017) », *Jurisport*, n° 183, février 2018, pp. 28-31.
- « Le TAS marque des points devant la CEDH », *Jurisport*, n° 192, décembre 2018, pp. 31-36.
- « L'Etat demandeur (reconventionnel) dans les procédures arbitrales : le gymkhana de la réaffirmation de l'Etat », in Tarek El Ghadban, Charles-Maurice Mazuy, Alexandre Senegacnik (dir.), *La protection des investissements étrangers, vers une réaffirmation de l'Etat ? – The Protection of Foreign Investments : A Reaffirmation of the State?*, Paris, Pedone, 2018, pp. 161-178, <https://tel.archives-ouvertes.fr/CEDIN/hal-01889412>.

✓ **NIOCHE, Marie**

- Panorama de jurisprudencia francesa (Decisiones comentadas : Tribunal de Conflictos, 11 de abril de 2016, *Sociedad Fosmax LNG c. Sociedad TCM FR, Tecnimont y Saipem*, n°16-04043 ; Consejo de Estado, 9 de noviembre de 2016, n° 388806, *Sociedad Fosmax LNG* ; Tribunal de Conflictos, 24 de abril de 2017, *Sindicato Mixto de Aeropuertos de Charente c. sociedades Ryanair Limited y Airport Marketing Services Limited*, n°4075) in *Revista del Club Español de Arbitraje*, nov. 2018.
- « Le retour de l'exigence de "spécialité" de la renonciation à l'immunité d'exécution des représentations diplomatiques », note sous Cass. 1re civ., 10 janv. 2018, n° 16-22494, *République du Congo c/ Sté Commisimpex*, *Gaz. Pal.*, 15 mai 2018.

✓ **OWONA MFEGUE, Kourra Felicite**

- Penser la diaspora Camerounaise : quelques jalons, in « Une diplomatie au service de l'émergence » dirigé par Paul Batibonak Credis, 2018, pp. 212-257.

✓ **PELLET, Alain**

- « Le regard du Conseil sur le Tribunal international du droit de la mer », Participation à la table ronde « Le point de vue des praticiens sur le TIDM » in G. Le Floch (dir.), *Les 20 ans du Tribunal international du droit de la mer*, Pedone, Paris, 2018, pp. 383-389.
- « Les raisons du développement du *soft law* en droit international : choix ou nécessité ? », in P. Deumier, J.-M. Sorel (dir.), *Regards croisés sur la soft law en droit interne, européen et international*, LGDJ/Lextenso, Paris, 2018, pp. 177-192, <https://tel.archives-ouvertes.fr/CEDIN/hal-01783184>.
- « La contribution du Tribunal international du droit de la mer au développement du droit international général - les dix dernières années », in

The contribution of the International Tribunal for the Law of the Sea to the rule of law: 1996-2016 = La contribution du Tribunal international du droit de la mer à l'état de droit: 1996-2016, Brill, 2018, pp. 203-207.

- Préface in SFDI, *Le standard de due diligence et la responsabilité internationale*, Journée d'étude franco-italienne du Mans, Pedone, Paris, 2018, pp. 5-7.
- Préface in SFDI, *La souveraineté pénale de l'État au XXIe siècle*, Colloque de Lille, Colloque de Lille, Pedone, Paris, 2018, pp. 5-8.
- "Should We (Still) Worry about Fragmentation?", in *The Judicialization of International Law: A Mixed Blessing?*, Oxford University Press, 2018, pp. 228-242
- "Revisiting the Sources of Applicable Law before the ICC", in *Arcs of Global Justice: Essays in Honour of William A. Schabas*, Oxford University Press, 2018, pp. 227-255

✓ **ROUX, Julie**

- *L'esclavage sexuel en droit international pénal*, Annuaire de Justice pénale internationale et transitionnelle 2015, Institut Universitaire Varenne, 2018, <https://tel.archives-ouvertes.fr/CEDIN/hal-01783187>.

Sites/pages personnels/HAL :

✓ **BODEAU-LIVINEC, Pierre :**

https://hal.archives-ouvertes.fr/search/index/q/%2A/authFullName_s/Pierre+Bodeau-Livinec/

✓ **BORIES, Clémentine :**

<https://www.parisnanterre.fr/mme-clementine-bories-696963.kjsp?RH=1466772517844>

https://hal.archives-ouvertes.fr/search/index/q/%2A/authFullName_s/Clémentine+Bories/

✓ **CHANTEBOUT, Vincent :**

https://hal.archives-ouvertes.fr/search/index/q/%2A/authFullName_s/Vincent+Chantebout/

✓ **CUQ, Marie :**

https://hal.archives-ouvertes.fr/search/index/q/%2A/authFullName_s/Marie+Cuq/

✓ **EUDES, Marina :**

https://hal.archives-ouvertes.fr/search/index/q/%2A/authFullName_s/Marina+Eudes/

✓ **FORTEAU, Mathias :**

https://hal.archives-ouvertes.fr/search/index/q/%2A/authFullName_s/Mathias+Forteau/

✓ **GROSBON, Sophie :**

<https://www.parisnanterre.fr/mme-sophie-grosbon--701894.kjsp>
https://hal.archives-ouvertes.fr/search/index/q/%2A/authFullName_s/Sophie+Grosbon/

✓ **LATTY, Franck :**

<http://www.franck-latty.fr/>
https://hal.archives-ouvertes.fr/search/index/q/%2A/authFullName_s/Franck+Latty/

✓ **PELLET, Alain :**

<http://alainpellet.eu>

✓ **VAURS CHAUMETTE, Anne-Laure :**

<https://sites.google.com/site/alchaumette/>
https://hal.archives-ouvertes.fr/search/index/q/%2A/authFullName_s/Anne-Laure+Chaumette/

LE CEDIN DANS LES MEDIAS

✓ **APARAC, Jelena**

- Entretien par Anne Fairise, *Alternatives économiques*, mars 2018, <https://www.alternatives-economiques.fr/mettre-fin-a-limpunite-multinationales/00083629>

✓ **GROSBON, Sophie**

- Invitée de France 24 et de la web radio de France Info sur le retrait des Etats-Unis d'Amérique du Conseil des droits de l'Homme, 22 juin 2018

VALORISATION DES DIPLÔMES

Trois masters 2 sont rattachés au CEDIN : le Master 2 de Droits des relations internationales et de l'Union européenne (dir. Jean-Marc THOUVENIN, A.-L. CHAUMETTE), le Master 2 du Droit du contentieux international européen (dir. François-Xavier TRAIN) et le Master 2 Droit du commerce international (dir. Régis CHEMAIN).

Les étudiants des masters sont invités aux différentes manifestations organisées par le Centre et disposent d'un accès à la bibliothèque pour leurs recherches.

• CONFÉRENCES D'ACTUALITÉ

Le CEDIN co-organise avec le M2 Droits des relations internationales et de l'Union européenne des conférences d'actualité en droit international et européen, faisant intervenir des praticiens ou des universitaires. Obligatoires pour les étudiants de M2, elles sont ouvertes au public.

En 2018, le CEDIN et les Master 2 ont organisé les conférences suivantes (liste non exhaustive) :

- S. E. M. **Gilbert GUILLAUME**, Ancien Président de la Cour internationale de Justice, Membre de l'Institut, sur « Actualités de la Cour internationale de Justice », 18 janvier 2018 ;



Conférence du Président Gilbert Guillaume

- M^{me} **Geneviève DUFOUR**, Professeure à l'Université de Sherbrooke, Présidente de la Société québécoise de droit international, sur « La conférence ministérielle de l'OMC de Buenos Aires : Lorsque le vent n'est pas favorable », 15 mars 2018 ;
- M. **Giulio BARTOLINI**, Professeur associé à l'Université Rome 3, sur « Le projet d'articles de la Commission du droit international sur la protection des personnes en cas de catastrophe : vers une convention universelle ? », 5 avril 2018 ;
- M. **Milan MEETARBHAN**, Avocat, Ancien Ambassadeur de la République de Maurice auprès des Nations Unies, sur « Les Chagos : la décolonisation incomplète de l'Afrique », 15 novembre 2018 ;
- M. **Alain PELLET**, Professeur émérite de l'Université Paris Nanterre, Président de la Société française pour le droit international, Membre de l'Institut de droit international, sur « Le droit international à la lumière de la pratique. L'impossible théorie de la réalité », 6 décembre 2018.



Conférence d'Alain Pellet

• CONCOURS DE PROCES SIMULE ET DE PLAIDOIRIES

Le CEDIN soutient la participation d'étudiants des M2 à des concours internationaux de procès simulé ou de plaidoirie. Ces concours sont extrêmement formateurs pour les étudiants et font naître, dans des biens des cas, des vocations pour l'enseignement et la recherche en droit.

✓ Concours Jessup 2018

L'Université Paris Nanterre a participé au concours Jessup 2018, dont l'édition française a été remportée par Science Po Paris. Une équipe nanterroise de M1 a été encadrée par Amir Mortashedi et Daniel Müller.

• RENCONTRE AUTOUR DES MÉTIERS DU DROIT INTERNATIONAL, NANTERRE

L'Association des étudiants de droit international de Nanterre (AEDIN) programme chaque année avec le soutien du CEDIN une manifestation pour les étudiants sur les métiers du droit international, avec de nombreux anciens étudiants nanterrois ayant fait du droit international leur métier.

La manifestation de 2018 a dû être annulée en raison du blocage de l'université au printemps 2018. Elle sera reprogrammée en 2019.

• DIPLÔMES D'UNIVERSITÉ (DU)

Plusieurs membres du CEDIN dirigent ou codirigent des diplômes d'université (DU), que le CEDIN s'emploie à promouvoir et appuyer.

- ✓ Jean-Marc THOUVENIN et Anne-Laure CHAUMETTE dirigent le **DU Collège international de droit** (<http://ufr-dsp.parisnanterre.fr/diplome-d-universite-college-international-du-droit-716905.kjsp?RH=1460473158016>).

Le concours académique international « Day of Crisis », qui a pour objet de placer les candidats dans le contexte d'une crise internationale fictive à résoudre, a eu lieu les 13 et 14 avril 2018 à l'Université de Nanterre (<https://sites.google.com/view/dayofcrisis>).



- ✓ Marina EUDES dirige le **DU Organisations et juridictions pénales internationales** (<http://ufr-dsp.parisnanterre.fr/diplome-d-universite-organisations-et-juridictions-penales-internationales-716912.kjsp?RH=1460473158016>).



- ✓ Pierre BODEAU-LIVINEC et Christophe LE BERRE codirigent le **DU Droit de l'énergie, de l'investissement et de l'arbitrage international** (<http://ufr-dsp.parisnanterre.fr/diplome-d-universite-droit-economie-et-gestion-droit-de-l-energie-de-l-investissement-et-de-l-arbitrage-international-716922.kjsp?RH=1460473158016>).

- ✓ Mathias FORTEAU et Nabil HAJJAMI codirigent le DU mis en place en concertation avec le Centre d'études stratégiques de la Marine « **Espaces maritimes et mondialisation : enjeux géopolitiques, économiques et juridiques** » (<https://www.parisnanterre.fr/offre-de-formation-/diplome-d-universite-droit-economie-et-gestion-br-mention-espaces-maritimes-et-mondialisation-enjeux-geopolitiques-economiques-et-juridiques-773684.kjsp>).

- ✓ **Ecole d'été de droit international de Nanterre / Nanterre International Law Summer School**

Pierre BODEAU-LIVINEC et Anne-Laure CHAUMETTE ont mis en place et codirigent une Ecole d'été de droit international, adossée au Collège international de droit (CID) et au CEDIN. Cette Ecole vise un public d'étudiants (de Nanterre et extérieurs) et de praticiens désireux d'approfondir leurs connaissances en droit international. La première édition de cette Ecole s'est tenue du 18 au 29 juin 2018. Parmi les activités proposées ont figuré une visite à l'OCDE, une simulation de négociation, une visite de la CCI... (<https://sites.google.com/view/eedin-nilss/accueil>).



Cérémonie d'ouverture de la première édition de l'EEDIN/NILSS

(P. Bodeau-Livinec, F. Latty et A.-L. Chaumette)

PROJETS POUR 2019

Aux projets répertoriés ci-dessous s'ajoutent ceux prévus dans le cadre des programmes de recherche du CEDIN financés par la ComUE Paris Lumières (Villes et droit international ; Les camps et le droit ; Archives et droit international – **voir supra**).

- **MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES** (liste non exhaustive)

- ✓ **Colloque « Nouvelles formes de criminalité internationale, dialogues entre internationalistes et pénalistes » (Anne-Laure Chaumette, Raphaële Parizot), 21 mars 2019**

Le colloque a pour objectif de comparer l'approche des juridictions pénales internationales et les juridictions internes concernant les nouvelles formes de criminalité : savoir si les réponses apportées, les modes de qualification, les modes de responsabilité face à ces nouvelles formes de criminalité sont les mêmes. Il s'agit également de faire dialoguer les pénalistes privatistes et les pénalistes publicistes.

Ce projet s'inscrit dans une volonté de faire réfléchir ensemble tous les acteurs du droit international français, et surtout dans le développement d'une doctrine française en droit international pénal voulu par le Ministère des affaires étrangères.

Cette manifestation initialement prévue au printemps 2018 avait dû être annulée à cause du blocage de l'Université.

- ✓ **Demi-journée d'études par les anciens du DU « Organisations et juridictions pénales internationales (M. Eudes), 22 mars 2019**

Les anciens étudiants du DU, aujourd'hui doctorants ou praticiens, présenteront des contributions complétant celles du colloque sur les nouvelles formes de criminalité internationale.

Cette manifestation initialement prévue au printemps 2018 avait dû être annulée à cause du blocage de l'Université.

✓ **Entretiens de droit international privé (F. de Bérard)**

Plusieurs « Entretiens » sont envisagés pour 2019.

✓ **Colloque « Communication médiatique de l'Etat et droit international » - cycle « Le droit international et les médias », 14 juin 2019 (M. Forteau, F. Latty)**

Le colloque se déroulera sur une journée le 14 juin 2019. Une première partie décryptera le phénomène de la communication médiatique de l'Etat, et une seconde partie se penchera sur ses effets en droit international.

Ce colloque inaugure dans un cycle plus large de manifestations envisagé par le CEDIN sur « le droit international et les médias » : droit international des médias, représentation médiatique du droit international, intervention des internationalistes dans les médias (question du seuil de déclenchement de l'intérêt pour les questions juridiques internationales pour les médias)...

✓ **Journée d'étude CDI/CEDIN « Ligne(s) rouge(s) et seuils en matière de recours à la force » (O. Corten et N. Hajjami)**

Une manifestation associant pour la première fois le CEDIN et le Centre de droit international (CDI) de l'Université libre de Bruxelles (ULB) est envisagée à l'automne 2019 à l'Université Paris Nanterre.

L'objet de cette journée d'étude sera de déterminer si, en matière d'emploi de la force, la question des seuils se résume à une question de pur fait, échappant au droit, ou s'il est au contraire possible — et dans l'affirmative dans quelle mesure — d'identifier des principes juridiques systématisant et encadrant l'utilisation de la notion de seuil. Afin de consacrer un maximum d'espace au débat, la démarche retenue pour cette journée d'étude consiste en l'organisation de plusieurs tables-rondes thématiques réunissant chacune deux intervenants aux thèses divergentes, accompagnés d'un modérateur. Ces tables rondes concerneraient successivement les notions de « menace », d'usage de la « force », d'« agression » et de nécessité ou proportionnalité.

✓ **Colloque en droit international humanitaire (M. Eudes)**

Marina EUDES prévoit d'organiser à l'automne 2019 un colloque en rapport avec le droit international humanitaire.

✓ **Journée Patrick Daillier 2019**

Après le succès de la journée d'actualité en hommage à Patrick Daillier organisée en décembre 2018 (*supra*), le CEDIN a décidé de faire de cette manifestation un événement annuel sur les rapports droit international/droit de l'UE. Sophie Grosbon pilotera l'organisation de la manifestation en 2019.

✓ **Colloque « L'administration des juridictions internationales », fin 2019 ou début 2020 (P. Bodeau-Livinec, F. Latty)**

Le projet de colloque sur l'administration des juridictions internationales repose sur une approche transversale des juridictions internationales (y compris arbitrales). Il ferait intervenir des universitaires et des praticiens. Les interventions et les débats se dérouleraient en français et anglais, avec une publication principalement en anglais chez Brill. Le projet, piloté par Pierre Bodeau-Livinec et Franck Latty, devrait se concrétiser fin 2019 ou début 2020.

ANNEXES

Programme des principales manifestations organisées par le CEDIN en 2018.



CEDIN
Centre de droit international de Nanterre



Université Paris Nanterre



Faculté de droit de Nanterre



INSTITUT DE DROIT INTERNATIONAL DE NANTERRE

SYMPOSIUM
on the occasion of the 10th anniversary
of Kosovo declaration of independence

KOSOVO AND INTERNATIONAL LAW

6 June 2018 (afternoon)



ILERI
20 bis, Jardins Botanique
92071 La Défense
Salle 1 (rez-de-chaussée)



Metro, RER : La Défense – Grande Arche
Free Entry

I. KOSOVO STATUS WITH REGARD TO INTERNATIONAL LAW

14:00-15:45

Chairman: Prof. **Alain Pellet**
Professor Emeritus (CEDIN, Université Paris Nanterre)
President of the French Society for International Law (SFDI)
Member of the Institut de droit international (IDI)
Former President of the International Law Commission (ILC)

- **International recognition of Kosovo**
 - *Keynote Speech*
H.E. Mr **Qëndrim Gashi**, Ambassador of Kosovo in France
- **Kosovo and creation of States**
 - *International law point of view*
Prof. **Franck Latty** (CEDIN Director, Université Paris Nanterre)
 - *Legal theory point of view*
Dr **Patricia Rrapi** (CTAD, Université Paris Nanterre)

Debates (15')
- **Kosovo Constitution and international law**
 - *The role of international law in the constitutional making process of Kosovo*
Prof. **Giulio Bartolini** (University Roma 3)
 - *Kosovo Constitution: a case towards monism*
Prof. **Besfort Rrecaj** (Vice-dean, Faculty of law, University of Pristina)
- **Kosovo and strategies of consolidation of statehood**
 - *Accommodating the predecessor state: specificity of Kosovo's consolidation of its statehood*
Prof. Dr. **Enver Hasani** (University of Pristina)
 - *The legal characteristics of the relationship between the Republic of Kosovo and the European Union in the integration process*
Prof. Dr. **Hajredin Kuçi** (University of Pristina)

Debates (15')

15:45-16:15 Coffee break

II. IMPLEMENTATION OF INTERNATIONAL LAW WITH REGARD TO KOSOVO

16:15-18:00

Chairman: Prof. Otmar Seul

Professor emeritus (Université Paris Nanterre/Potsdam)

Codirector of the European "Nanterre network" in Law and Politics

Codirector of the Inherent Franco-German Balkan-Summer University in Law and Politics

- **Responsibility to protect**
 - *The NATO intervention in Kosovo and the Genesis of the R2P*
Dr **Nabil Hajjami** (CEDIN, Université Paris Nanterre)
 - *Kosovo, Ethnic Cleansing and the Responsibility to Protect: The Rocky Road to Prevent Mass Murder*
Prof. Asoc. Dr. **Qerim Qerimi** (University of Pristina)
- **International criminal justice**
 - *ICTY jurisprudence regarding Kosovo*
Dr **Anne-Laure Chaumette** (CEDIN, Université Paris Nanterre)
 - *The Kosovo Specialist Chambers and Specialist Prosecutor's Office: A questionable legal solution for transitional justice and dealing with the past*
Ms **Jelena Aparac** (CEDIN, Université Paris Nanterre)
- Debates (15')
- **Rule of law**
 - *Transformation of property: challenges on the protection of property rights – Kosovo towards Civil Code*
Prof. Asoc. Dr. **Haxhi Gashi** (Dean, Faculty of Law, University of Pristina)
 - *Is Kosovo a vacuum as regard responsibility for violation of human rights?*
Prof. **Anne Lagerwall** (CDI, Université libre de Bruxelles)
- **International law of minorities**
 - *The applicable standards in Kosovo related to the protection of the minority rights*
Prof. Asoc. Dr. **Rremzije Istrefi** (University of Pristina)
 - *The protection of the cultural heritage of minorities in Kosovo*
Dr **Clementine Borjes** (CEDIN, Université Paris Nanterre)

19:00

Cocktail at the Embassy of Republic of Kosovo

7, rue de Mouceau, 75008 Paris

Lieu :

Symposium : ILERI

20 bis, Jardins Boieldieu
92071 La Défense
Salle 1

Accès par les transports en commun :

- Metro : Ligne 1, station La Défense – Grande Arche
- RER : Ligne A, station La Défense – Grande Arche



Cocktail : Ambassade du Kosovo

7 rue de Mouceau
75008 Paris

Accès par les transports en commun depuis l'ILERI (30 minutes) :

- Metro depuis La Défense : Ligne 1, direction Château de Vincennes, station George V

Renseignements :

Centre de droit international de Nanterre (CEDIN)
01 40 97 77 22 / cedin@liste-parisnanterre.fr / <https://cedin.parisnanterre.fr/>
Twitter : @CEDINanterre, LinkedIn: <https://www.linkedin.com/in/CEDIN>





La contribution des villes au développement durable constitue une tendance de plus en plus forte du monde contemporain, qui mérite d'être étudiée sous tous ses aspects, y compris l'angle juridique international. Plus de deux ans après l'adoption de l'Accord de Paris, l'étude du sujet des "Villes, développement durable et droit international" peut être entreprise avec suffisamment de recul tant la pratique est riche de matière et les réflexions commencent à se structurer. Les villes constituent d'une part un objet essentiel du droit international du développement durable, du point de vue tant de leur construction que de leur administration ; elles sont d'autre part devenues un acteur incontournable de l'élaboration et de la mise en œuvre du droit international du développement durable. Le présent colloque a pour objet d'explorer ces différentes facettes, dans le cadre d'une réflexion plus générale sur le rôle des villes dans le développement du droit international contemporain.

Dans le monde contemporain, les villes sont devenues en effet un acteur clef du droit international, mais ce phénomène reste encore très largement invisible aux internationalistes, faute pour eux d'avoir investi ce champ de recherche. Il est vrai qu'il s'agit d'un phénomène qui échappe aux cadres traditionnels du droit international où, en raison du principe de l'unité de l'Etat, la seule figure politique qui intéresse les internationalistes est la figure étatique, sous réserve de quelques études très ponctuellement consacrées à la capacité conventionnelle et délictuelle des collectives infra-étatiques et aux difficultés que pose au droit international le phénomène fédéral.

L'objectif du projet de recherche "Les villes et le droit international" dans le cadre duquel le présent colloque s'inscrit est précisément de proposer et de mener une nouvelle réflexion sur l'articulation du pouvoir dans la société internationale contemporaine par le biais de l'étude juridique du rôle croissant des villes sur la scène internationale.

Dans le cadre de ce projet collectif, un premier colloque a abordé le thème général "Les villes et le droit international" (juin 2016), tandis qu'un deuxième fut consacré à la question "Villes, sécurité et droit international" (juin 2017). Compte tenu des urgences environnementales et du rôle croissant des villes en ce domaine, l'étude du thème « Villes, développement durable et droit international » s'est naturellement imposée pour le présent colloque qui constitue le troisième volet de ce projet de recherche.

UNIVERSITÉ PARIS 8 UNIVERSITÉ PARIS 12 UNIVERSITÉ PARIS 13 UNIVERSITÉ PARIS 14 UNIVERSITÉ PARIS 15 UNIVERSITÉ PARIS 17 UNIVERSITÉ PARIS 18 UNIVERSITÉ PARIS 19 UNIVERSITÉ PARIS 20 UNIVERSITÉ PARIS 21 UNIVERSITÉ PARIS 22 UNIVERSITÉ PARIS 23 UNIVERSITÉ PARIS 24 UNIVERSITÉ PARIS 25 UNIVERSITÉ PARIS 26 UNIVERSITÉ PARIS 27 UNIVERSITÉ PARIS 28 UNIVERSITÉ PARIS 29 UNIVERSITÉ PARIS 30 UNIVERSITÉ PARIS 31 UNIVERSITÉ PARIS 32 UNIVERSITÉ PARIS 33 UNIVERSITÉ PARIS 34 UNIVERSITÉ PARIS 35 UNIVERSITÉ PARIS 36 UNIVERSITÉ PARIS 37 UNIVERSITÉ PARIS 38 UNIVERSITÉ PARIS 39 UNIVERSITÉ PARIS 40 UNIVERSITÉ PARIS 41 UNIVERSITÉ PARIS 42 UNIVERSITÉ PARIS 43 UNIVERSITÉ PARIS 44 UNIVERSITÉ PARIS 45 UNIVERSITÉ PARIS 46 UNIVERSITÉ PARIS 47 UNIVERSITÉ PARIS 48 UNIVERSITÉ PARIS 49 UNIVERSITÉ PARIS 50 UNIVERSITÉ PARIS 51 UNIVERSITÉ PARIS 52 UNIVERSITÉ PARIS 53 UNIVERSITÉ PARIS 54 UNIVERSITÉ PARIS 55 UNIVERSITÉ PARIS 56 UNIVERSITÉ PARIS 57 UNIVERSITÉ PARIS 58 UNIVERSITÉ PARIS 59 UNIVERSITÉ PARIS 60 UNIVERSITÉ PARIS 61 UNIVERSITÉ PARIS 62 UNIVERSITÉ PARIS 63 UNIVERSITÉ PARIS 64 UNIVERSITÉ PARIS 65 UNIVERSITÉ PARIS 66 UNIVERSITÉ PARIS 67 UNIVERSITÉ PARIS 68 UNIVERSITÉ PARIS 69 UNIVERSITÉ PARIS 70 UNIVERSITÉ PARIS 71 UNIVERSITÉ PARIS 72 UNIVERSITÉ PARIS 73 UNIVERSITÉ PARIS 74 UNIVERSITÉ PARIS 75 UNIVERSITÉ PARIS 76 UNIVERSITÉ PARIS 77 UNIVERSITÉ PARIS 78 UNIVERSITÉ PARIS 79 UNIVERSITÉ PARIS 80 UNIVERSITÉ PARIS 81 UNIVERSITÉ PARIS 82 UNIVERSITÉ PARIS 83 UNIVERSITÉ PARIS 84 UNIVERSITÉ PARIS 85 UNIVERSITÉ PARIS 86 UNIVERSITÉ PARIS 87 UNIVERSITÉ PARIS 88 UNIVERSITÉ PARIS 89 UNIVERSITÉ PARIS 90 UNIVERSITÉ PARIS 91 UNIVERSITÉ PARIS 92 UNIVERSITÉ PARIS 93 UNIVERSITÉ PARIS 94 UNIVERSITÉ PARIS 95 UNIVERSITÉ PARIS 96 UNIVERSITÉ PARIS 97 UNIVERSITÉ PARIS 98 UNIVERSITÉ PARIS 99 UNIVERSITÉ PARIS 100

Colloque



Lundi 11 Juin 2018 de 9h-17h

Villes, Développement durable et Droit international

INSCRIPTION OBLIGATOIRE
Contact et inscription : villes.developpement.durable@gmail.com

Hôtel de Ville de Paris
Salle Xavier Lacoste
Entrée : 5 rue de Lobau 75004 Paris

COLLOQUE
VILLES, DÉVELOPPEMENT DURABLE
ET DROIT INTERNATIONAL

- 09h00 Discours introductif
- 1^{ère} DEMI-JOURNÉE
UN DROIT INTERNATIONAL DE LA CONSTRUCTION
ET DE L'ADMINISTRATION DURABLES DES VILLES
SOUS LA PRÉSIDENCE DE FRANCK LATTY, professeur à l'université Paris Nanterre, directeur du CEDIN
- 09h15 Jean-Louis IZEN, professeur à l'université Paris 8, directeur du laboratoire Forces du droit
Rapport introductif
- I. LES OUTILS
- 09h35 MARC-ANTOINE CARREIRA DA CRUZ, Docteur en droit de l'Université de Sophia Antipolis et Assistant-Expert au Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale
Le droit européen de la ville durable et ses outils
- 09h55 ETIENNE CAILLIEU, Responsable du pôle Environnement et Services dans la construction, groupe AFNOR
La normalisation internationale de la ville durable, outil de mise en œuvre du développement urbain durable
- 10h15 Débats
- 10h30 Pause-café
- II. TABLE RONDE : BILAN ET DÉFIS
- 10h45 THIBAUT FLEURY GRAFF, professeur à l'université de Rennes 1
Les diverses dimensions de la ville durable en droit international
- 11h00 CHRISTIAN HUGO, avocat à la Cour
La lutte contre l'extension des villes et l'artificialisation des sols
- 11h15 JEAN-PIERRE SIBUR, sénateur
FRANÇOIS MANCERO, professeur à l'université de Reims Champagne-Ardenne
Approche critique du concept de 'ville durable' : regards croisés du politique et de l'urbaniste
- 11h45 Débats
- 2^{ème} DEMI-JOURNÉE
L'ACTION INTERNATIONALE DES VILLES POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE
SOUS LA PRÉSIDENCE DE MAXIME TOURBE, professeur à l'université Paris 8
- I. LES ACTEURS
- 14h00 ANOUCHE BEAUDOUIN, maître de conférences à l'université de Nico-Sophie-Antipolis
Les villes comme acteurs des instruments intergouvernementaux

PROGRAMME

- 14h15 ROMÉLIE COLAVITTI, maître de conférences HDR à l'université de Valenciennes et du Hainaut-Cambresis
Le droit intermunicipal du développement durable
- 14h30 BERTRAND GALLET, Directeur général de Crés Unies France
La coopération décentralisée en matière de développement durable
- 14h45 PHILIPPE SUGRA, professeur à l'université Paris 8
La société civile internationale, l'urbanisme et le développement durable
- 15h00 Débats
- 15h15 Pause-café
- II. Table ronde - Partage d'expériences
- 15h30 JÉRÉMIE ASSOUS, avocat à la Cour
Les recours de villes européennes contre le règlement UE (2016/646) adopté par la Commission
- 16h00 CARLOS DE FREITAS, directeur-adjoint du Fonds mondial pour le développement des villes (FMDDV)
Le financement municipal du développement durable
- 16h15 Les grandes villes et le droit international du développement durable
VANESSA BERNER, professeur à l'université fédérale de Rio de Janeiro
l'exemple de Rio
- JEAN-LOUIS MISSIKA, adjoint à la Maire de Paris, chargé de l'urbanisme, de l'architecture, des projets du Grand Paris, du développement économique et de l'attractivité
l'exemple de Paris
- 16h45 Débats
- 17h00 JEAN-BERNARD AUBY, professeur à Sciences Po
Conclusions



Sfdi Société française
pour le droit international



**Hommage à Hubert Thierry
(1925 – 2017)**

Université Paris Nanterre, 25 septembre 2018

14 h 30 – 17 h 30

Salle des Actes (1er étage, salle 141) du bâtiment Simone-Veil (F)



8. Le militant des droits de l'homme et l'ancien président d'*Amnesty International France*

Emmanuel Decaux, professeur émérite de l'Université Panthéon-Assas (Paris 2)

9. Hubert Thierry à Genève

Laurence Boisson de Chazournes, professeur à l'Université de Genève

10. Hubert Thierry à La Haye

Yves Daudet, président du Curatorium de l'Académie de droit international de La Haye

11. Hubert Thierry, Edgar Faure et l'Assemblée Nationale

Alain Bienaymé, professeur émérite de l'Université Paris-Dauphine

12. Les débuts : le Premier secrétaire de la Conférence du Stage

Dominique Foussard, ancien président de l'ordre des avocats aux Conseils, Paris

Monique Thierry : Remerciements

17 h 30 : Cocktail

14 h 30 : Accueil

Franck Latty, directeur du CEDIN, Université Paris Nanterre

1. Hubert Thierry à Caen

Serge Sur, professeur émérite de l'Université Panthéon-Assas (Paris 2)

2. Hubert Thierry à Nanterre

Jean Combacau, professeur émérite de l'Université Panthéon-Assas (Paris 2)

3. Le promoteur du Précis Domat de *Droit international public* (Montchrestien, 1975 - 1986)

Jean Combacau et *Serge Sur*, coauteurs du Précis avec Hubert Thierry et Charles Vallée

4. Le Président de la SFDI

Alain Pellet, professeur émérite de l'Université Paris Nanterre, président de la SFDI

5. Le Président du TANU

Maria Vicien-Milburn, ancienne secrétaire générale du TANU

6. Hubert Thierry à l'ONU

Thérèse Gastaut, ancienne porte-parole du Secrétaire général de l'ONU

7. L'homme du désarmement à l'UNIDIR

Liviu Bota, ancien directeur de l'UNIDIR

Hubert Thierry est agrégé des Facultés de droit. Ancien Premier secrétaire de la Conférence du stage des avocats aux Conseils, il a été notamment professeur aux universités de Grenoble, Caen, Paris X – Nanterre. Il a également enseigné à Genève, à l'Université (UNIGE) et à l'Institut Universitaire des Hautes Etudes Internationales (IUHEI). Il a été président d'*Amnesty International France*. Il a occupé différentes fonctions aux Nations Unies : directeur adjoint de l'Institut des Nations Unies sur le désarmement (UNIDIR) à Genève, juge *ad hoc* à la Cour internationale de Justice de La Haye, membre puis président du Tribunal Administratif des Nations Unies (TANU). Il a présidé la Société française pour le droit international (SFDI). Il a assuré à l'Académie de Droit International de La Haye le *Cours général de droit international public*.

Son rayonnement intellectuel, sa culture, sa bienveillance, sa disponibilité, sa générosité, la diversité de ses talents, son indépendance en ont fait un exemple et une référence pour de nombreux universitaires et personnalités. Ses amis ont tenu à rendre hommage à une personnalité aussi attachante que respectée.

La demi-journée est organisée avec le parrainage de la SFDI et le concours du CEDIN (Centre de droit international de Nanterre) de l'Université Paris-Nanterre ainsi que du Centre Thucydide - Analyse et recherche en relations internationales de l'Université Panthéon-Assas (Paris 2).



Réflexions sur le projet de traité relatif à la responsabilité des entreprises en matière de droits de l'Homme, en vue de la quatrième session du Groupe de travail du Conseil des droits de l'Homme (15-19 octobre 2018)

Atelier organisé par Florian Couveinhes Matsumoto et Sophie Grosbon

*Vendredi 5 octobre 2018 de 9h30 à 18h
au Département de sciences sociales
de l'École normale supérieure,
Salle R2-02*

Identification et définition des entreprises visées

Obligations des États et des entreprises

Responsabilité

Accès à la justice

Mise en œuvre du traité

**Articulation des droits de l'Homme et
du Droit international économique**

Avec la participation des membres de l'Alliance pour le traité : Amis de la Terre, Amnesty, CCFD-Terre Solidaire, CGT, collectif Éthique sur l'étiquette, FIDH, FAL, FNE, Greenpeace, LDH, Oxfam, Sherpa, Solidaires, peuples solidaires, ATTAC.

Département de Sciences sociales de l'École normale supérieure, 48 Bd. Jourdan, 75014 Paris, RER Cité universitaire, station Porte d'Orléans
Inscription : atelierdu5octobre@gmail.com

Programme de la journée

9h30 : accueil

10h : table-ronde 1 – l'identification des entreprises visées et la question de leur définition :

Humberto Cantú Rivera (Université de Monterrey)
Isabelle Daugareilh (Université de Bordeaux)

10h 30 : discussion

10h 45 : table-ronde 2 – les obligations

1. Les titulaires des obligations : Laurence Dubin (Université Paris I Panthéon-Sorbonne) et Florian Couveinhes Matsumoto (ENS)
2. La nature des obligations (procédurales ou de fond) : Béatrice Delzangles (Université Paris Dauphine) et Sophie Grosbon (Université Paris Nanterre)

11h 30 : discussion

11h45 : Pause

12h : table-ronde 3 – l'imputation des comportements litigieux et le partage des responsabilités :

Horatia Muir-Watt (Science Po Paris) et Yann Kerbrat (Université Paris I Panthéon Sorbonne)

12h30 : discussion

13h : Déjeuner

14h30 : table-ronde 4 – l'accès à la Justice :

Delphine Porcheron (Université de Strasbourg)

Baptiste Delmas (Université de Bordeaux)

15h : discussion

15h 30 : table-ronde 5 : les mécanismes de suivi :

Évelyne Lagrange (Université Paris I Panthéon Sorbonne) et Gilles Lhuillier (ENS Rennes)

16h : discussion

16h30 : Pause

17h : table-ronde 6 – l'articulation des instruments en matière de droits de l'Homme et en matière de Droit international économique :

Arnaud de Nanteuil (Université Paris Est), Mathias Audit (Université Paris I Panthéon Sorbonne) et Nathalie Bernasconi (IISD)

17h30 : discussion

Discutants : Régis Bismuth (Science Po), Catherine Kessedjian (Université Paris I Panthéon Sorbonne), Franck Latty (Université Paris Nanterre), Juliette Lelieur (Université de Strasbourg), Kathia Martin-Chenut (Université Paris I Panthéon Sorbonne), Mélanie Schmitt (Université de Strasbourg)



LIBYE. ANATOMIE D'UN CRIME

Diffusion du documentaire réalisé par Cécile ALLEGRA
(France, Arte 2018, 70 mn, primé au Festival International et Forum des Droits
Humains de Genève)

Discussion avec Céline BARDET
Juriste et consultante internationale
Fondatrice et directrice de l'ONG *We Are not Weapons of War* (WWoW)

Vendredi 30 novembre 2018
17h-18h30
Salle des conférences (F 352)
Bâtiment Simone Weil - UFR de droit et science politique
Université Paris Nanterre.



INSCRIPTIONS

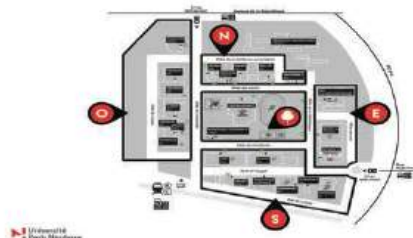
Inscription obligatoire pour le colloque et le déjeuner
auprès de M. Laurent Lasnier : llasnier@parisnanterre.fr
Date limite d'inscription : 23 novembre 2018
Nombre de places limité pour le déjeuner

RENSEIGNEMENTS

ADRESSE :
Université de Paris Nanterre
200 Avenue de la République
92000 Nanterre
Amphithéâtre du bâtiment Max Weber

Renseignements auprès de M. Laurent Lasnier,
responsable administratif et financier du CRDP : 01 40 97 47 03

Plan du campus - Université Paris Nanterre



l'Association Française pour la recherche en Droit Administratif (AFA)
&
l'Université de Paris Nanterre



**JOURNÉE D'ETUDES
le 7 décembre 2018**



**LA GLOBALISATION DU
DROIT ADMINISTRATIF**

ADRESSE :
Université de Paris Nanterre
200 Avenue de la République
92000 Nanterre
Amphithéâtre du bâtiment Max Weber



9h00 : Accueil des participants

9h15 : Discours d'accueil

APPROCHE GÉNÉRALE

Sous la présidence de Sabine Boussard,
Professeur à l'Université Paris Nanterre

9h30 : « Droit global, globalisation du droit et droit administratif.
Quelques remarques terminologiques préalables »,
par Clémentine Bories, Maître de conférences à l'Université Paris Nanterre

10h : « Le droit administratif global : brève analyse critique
d'un courant de pensée »,
par Isabelle Boucobza, Professeur à l'Université Paris Nanterre

Débats et pause

11h : « La régulation du numérique : un modèle de globalisation ? »,
par Arnaud Sée, Professeur à l'Université Paris Nanterre

11h30 : « Le droit international des investissements, vecteur de globalisation
du droit administratif ? »,
par Arnaud de Nanteuil, Professeur à l'Université Paris-Est Créteil

Débats et déjeuner



APPROCHE SECTORIELLE

Sous la présidence de Laurence Folliot-Lalliot,
Professeur à l'Université Paris Nanterre

14h : « Le tribunal arbitral du sport, juge administratif global ? »,
par Franck Latty, Professeur à l'Université Paris Nanterre

14h 30 : « Du standard international à la norme technique nationale :
l'exemple du Codex alimentarius »,
par Marie Crespy de Coninck, Maître de conférences à l'Université de Nantes

Débats

15h30 : « Les collectivités territoriales, acteurs de la globalisation
du droit administratif ? »,
par Maxence Chambon, Maître de conférences à l'Université de Cergy-Pontoise

16h00 : « La circulation des concepts juridiques dans la globalisation
du droit administratif : l'exemple de la redevabilité »,
par Mickael Lavaine, Maître de conférences à l'Université de Brest

Débats



Archives et juridictions internationales

Lundi 17 décembre 2018
Bâtiment Veil, Salle 352
Université Paris Nanterre



Inscriptions : archivesetdroitinternational@gmail.com



11h30 : **Les travaux de la Commission sur les responsabilités et les projets de procès de l'Empereur Guillaume**
William Schabas, *Professeur de droit international, Middlesex University*

11h45 : **Le rôle des archives dans la délimitation des frontières terrestres et maritimes**
Mathias Forteau, *Professeur de droit public, Université Paris Nanterre*

12h : **Les archives devant les juridictions pénales internationales**
Vincent de Wilde d'Estmael, *Premier substitut du Procureur des CETC*

Débats
Déjeuner

II. LES ARCHIVES JUDICIAIRES, ÉLÉMENT DU PATRIMOINE JURIDIQUE INTERNATIONAL

1. La conservation des archives judiciaires internationales
Président de séance : Yann Potin

14h00 : **L'archivistique nationale du procès international : le cas du procès de Nuremberg (Archives nationales, série BB/35)**
Cyprien Henry, *Conservateur au département de la Justice et de l'Intérieur, Archives nationales*

14h15 : **Les programmes d'héritage des juridictions pénales internationales : perspectives comparées**
Marjorie Beulay, *Maître de conférences, Université de Picardie Jules Verne*

14h30 : **Les enjeux de l'archivage judiciaire**
Irene Kraft, *Archiviste en chef de la CPI*

14h45 : **Les archives de la création des juridictions internationales**
Maximilian Girod-Laine, *Docteur en droit public, Université Paris Nanterre*

Débats
Pause-café

Crédits photo: Koaci.com

9h00 : **Accueil des participants**

9h30 : **Propos introductifs**
P. Bodeau-Livinec, *Professeur de droit public, Université Paris Nanterre*, et Yann Potin, *Archives Nationales, Maître de conférences associé en histoire du droit à l'université Paris 13 (CERAL)*

I. LES ARCHIVES, OUTILS DE LA JUSTICE INTERNATIONALE

1. La reconnaissance des archives par les juridictions internationales
Président de séance : Franck Latty, *Professeur de droit public, Directeur du CEDIN, Université Paris Nanterre*

10h00 : **Les archives de la CPJI et de la CIJ**
Antoine Ollivier, *Assistant spécial du Greffier de la CIJ*

10h15 : **Typologie des archives judiciaires internationales**
Anneliese Mertsch, *Archiviste du Mécanisme international appelé à exercer les fonctions résiduelles des Tribunaux pénaux internationaux*

10h30 : **La reconnaissance des témoignages oraux comme archive : le cas du TPIR**
Anne-Laure Chaumette, *Maître de conférences HDR, Université Paris Nanterre*

10h45 : **La protection des archives dans le cadre des poursuites internationales**
Aude Brejon, *doctorante en droit public, Université Paris II, Panthéon-Assas*

Débats
Pause-café

2. L'utilisation des archives par les juridictions internationales
Président de séance : Jean-Louis Iten, *Professeur de droit public, Directeur du laboratoire "Forces du droit", Université Paris 8*

11h15 : **Archives et identification du droit applicable**
Niki Aloupi, *Professeur de droit public, Université Paris II, Panthéon Assas*

UN Photo/CIJ-ICJ/Frank Van Beek

2. La destination des archives judiciaires internationales
Président de séance : Pierre Bodeau-Livinec

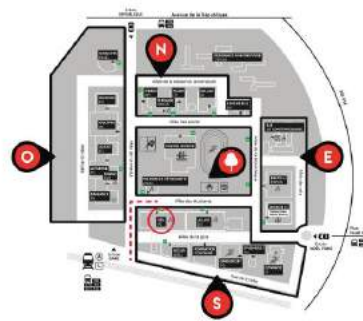
15h30 : **La restitution des archives judiciaires internationales**
Marie Cornu, *Directrice de recherche au CNRS, Institut des Sciences sociales et Politiques*

15h45 : **Propriété et Privatization des archives judiciaires**
Jeroen Vervliet, *Directeur de la Peace Palace Library*

16h00 : **Le procès comme archive**
Michel Massé, *Professeur émérite de droit privé et sciences criminelles* et Stéphanie Boissard, *Archiviste en chef de la maison d'Izieu*

Débats

16h30 : **Conclusions**
Geneviève Bastid Burdeau, *Professeure émérite de droit public, Université Paris I Panthéon-Sorbonne*



Pour accéder à l'Université de Nanterre :
<https://www.parisnanterre.fr/presentation/venir-a-paris-nanterre-146044.kjsp>

JOURNÉE D'ACTUALITÉ
en mémoire du Professeur Patrick Daillier
Le droit international dans l'Union européenne, l'Union européenne dans l'ordre international



Photo : Académie de droit international de La Haye, avec l'aimable autorisation du Secrétaire général

Jeu­di 20 décembre 2018
Université Paris Nanterre

TROISIEME SESSION :
L'ACTION INTERNATIONALE DE L'UNION EUROPEENNE
14h30-16h45

Présidence : **André Legrand**, professeur émérite de l'Université Paris Nanterre

- L'UE et la « crise des migrants »
Alina Miron, professeure à l'Université d'Angers
- Les récents accords de libre-échange de l'UE
Régis Chemain, maître de conférences à l'Université Paris Nanterre
- L'UE et les négociations BBNJ (*Biodiversity Beyond National Jurisdiction*)
Mathias Forteau, professeur à l'Université Paris Nanterre
- Actualité des opérations extérieures de l'Union européenne
Marina Eudes, maître de conférences à l'Université Paris Nanterre
- Extraterritorialité (1): Les sanctions américaines et la réponse de l'Union européenne
Jean-Marc Thouvenin, professeur à l'Université Paris Nanterre
- Extraterritorialité (2): Le Règlement général sur la protection des données personnelles
Clémentine Bories, maître de conférences à l'Université Paris Nanterre

16h45-17h15 : Pause

QUATRIEME SESSION :
L'UNION EUROPEENNE ET L'ORGANISATION INTERNATIONALE
17h15-18h30

Présidence : **Alain Pellet**, professeur émérite de l'Université Paris Nanterre

- L'UE et les Nations Unies
Sandra Szurek, professeure émérite de l'Université Paris Nanterre
- L'UE et la promotion d'un tribunal multilatéral des investissements
Régis Edouard, docteur de l'Université Paris Nanterre
- L'UE et la Cour pénale internationale
Anne-Laure Chaumette, maître de conférences à l'Université Paris Nanterre

18h30 : Inauguration de la « Bibliothèque Patrick-Daillier »
En présence de la Famille Daillier

- **Alain Pellet**, professeur émérite de l'Université Paris Nanterre
- **Pascal Beauvais**, **Florence Bellivier**, co-directeurs de l'UFR DSP

19h : Cocktail
Bibliothèque Patrick-Daillier, salle 139 du Bâtiment Simone-Veill

8h45 : Accueil des participants

9h : Propos introductifs :

Franck Latty, professeur à l'Université Paris Nanterre, directeur du CEDIN
Myriam Benlolo-Carabot, professeure à l'Université Paris Nanterre, directrice adjointe de l'UFR Droit et science politique

PREMIERE SESSION :
INTERACTIONS NORMATIVES ENTRE DROIT INTERNATIONAL ET DROIT DE L'UE
9h15-10h45

Présidence : **Danièle Lochak**, professeure émérite de l'Université Paris Nanterre

- Le droit international et européen des droits de l'homme et le droit de l'UE : la protection de l'Etat de droit et de la démocratie
Emmanuel Decaux, professeur émérite de l'Université Panthéon-Assas
- Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et droit de l'UE : La question du Sahara occidental
Pierre Bodeau-Livinec, professeur à l'Université Paris Nanterre
- Droit des investissements et droit de l'UE : L'affaire *Achmea* et ses suites
Daniel Müller, docteur de l'Université Paris Nanterre, avocat
- De quelques difficultés d'articulation entre le droit international privé national, le droit international privé de l'UE et le droit international privé conventionnel
Marie-Laure Niboyet, professeure émérite de l'Université Paris Nanterre

10h45-11h15: Pause

DEUXIEME SESSION :
BREXIT ET DROIT INTERNATIONAL
11h15-12h30

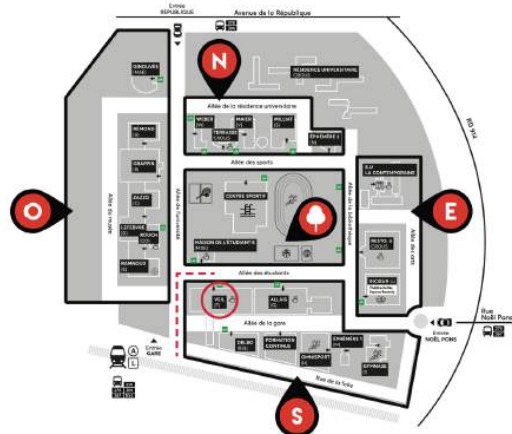
Présidence : **Marie-Noëlle Jobart-Bachelier**, professeure émérite de l'Université Paris Nanterre

- Brexit et droit international privé
Jean-Sylvestre Bergé, professeur à l'Université Nice Sophia Antipolis (vidéo)
- Brexit et droit international public
Gérard Cahin, professeur émérite de l'Université Panthéon-Assas
- Brexit et circulation : le cas du Tunnel sous la Manche
Muriel Ubéda Saillard, professeure à l'Université de Lille
- Brexit et OMC
Habib Ghérari, professeur à Aix-Marseille Université

12h30-14h30 : Déjeuner (libre)

Université Paris Nanterre
Bâtiment Simone-Veill
200, rue de la République, 92000 Nanterre
Salle des Actes (141, 1^{er} étage)

Accès par les transports en commun :
●RER/Transilien : Nanterre Université



Renseignements :
Centre de droit international de Nanterre (CEDIN)
01 40 97 77 22 / cedin@lists-parisnanterre.fr / https://cedin.parisnanterre.fr/
Twitter : @CEDINantere, LinkedIn: https://www.linkedin.com/in/CEDIN

Rapport réalisé en janvier 2019 par Lucyna GOMEZ-ECHEVERRI et Franck LATTY.